

**Le journal  
d'Arlette  
Laguiller**

**Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !**

**LUTTE**  
**OUVRIÈRE**  
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 2278 - 30 mars 2012 - Prix: 1 € - DOM: 1,50 €

# Face à la crise

**Une candidate  
communiste  
pour  
un  
programme  
de lutte**



**Nathalie Arthaud**  
**le 15 avril à Paris au Zénith**

## SOMMAIRE

### Leur société

- p. 4 ■ Après la fusillade de Toulouse  
■ Mélenchon et le SMIC  
■ Bolloré : une magouille à 235 millions d'euros
- p. 5 ■ Contrôler les comptes du patronat  
■ Les patrons ont l'échelle mobile des profits  
■ Hausse des prix
- p. 6 ■ Lycée professionnel Sabatier de Bobigny  
■ Lachaux (Puy-de-Dôme) pour le maintien de l'école  
■ Mitry-Mory (Seine-et-Marne) contre les fermetures de classes
- p. 7 ■ Les impôts sous le quinquennat de Sarkozy  
■ Les grands capitalistes sont au pouvoir, selon l'Insee  
■ 24 mars à Paris : pour le droit à mourir dans la dignité

### Dans le monde

- p. 14 ■ Portugal : contre l'austérité  
■ Espagne : en Andalousie et dans les Asturies  
■ États-Unis : dix mille manifestants athés
- p. 15 ■ Italie : les patrons veulent le droit de licencier  
■ Sénégal : l'élection de Macky Sall
- p. 16 ■ Maroc : une loi qui protège les violeurs  
■ Palestine : Israël refuse toute enquête  
■ Syrie : un an de lutte contre la dictature  
■ Niger : capitalisme affameur

### Dans les entreprises

- p. 10 ■ Arcelor Mittal - Florange (Moselle) ;  
■ Fabergé - Le Meux (Oise)  
■ Sanofi - Vitry-sur-Seine
- p. 11 ■ PSA - Aulnay (Seine-Saint-Denis)  
■ Renault  
■ Visteon (Nord-Pas-de-Calais)
- p. 12 ■ Hôpitaux de Marseille  
■ 3 Suisses - Roubaix  
■ Main Sécurité - Dunkerque  
■ Sonopress (groupe Bertelsmann) - Forbach (Moselle)  
■ Cauval Industries - Bar-sur-Aube
- p. 13 ■ Grand-Lyon  
■ SKF Saint-Cyr-sur-Loire (Indre-et-Loire)  
■ Dassault Aviation

### Nathalie Arthaud une candidate communiste

p. 8-9

# 26, 27 et 28 mai Fête de Lutte Ouvrière Presles (Val-d'Oise)

La prochaine Fête de Lutte Ouvrière aura lieu les samedi 26, dimanche 27 et lundi 28 mai prochains, durant le week-end de la Pentecôte. Elle réunira comme chaque année tous ceux qui se sentent proches de notre mouvement, pour qui la Fête est une occasion unique de se rencontrer, de se retrouver.

Oui, la Fête est d'abord un important rassemblement autour de Lutte Ouvrière, de ses idées, de ses combats contre l'injustice sociale, pour une société débarrassée de l'exploitation. En ces temps de régression

sociale, de propos xénophobes, il est bon de retrouver le bon air des idées socialistes, communistes et internationalistes.

Mais la Fête est également... une fête à part entière, avec toutes ses attractions, ses artistes, ses nourritures terrestres. Elle regroupera plus de deux cents stands permettant de se restaurer ou de s'amuser, mais aussi plusieurs librairies. Elle sera l'occasion d'assister à des débats sur de multiples sujets, politiques, sociaux, scientifiques, de voir des expositions. Des forums politiques seront présentés par Lutte Ouvrière

et par d'autres organisations politiques.

Au cours des prochaines semaines, nous ne manquerons pas de donner le détail de tous les spectacles, débats et autres, qui permettront de contenter tous les visiteurs, quels que soient leurs centres d'intérêt. Et nous donnerons également toutes les informations pratiques pour profiter au mieux de ce fraternel week-end.

Alors réservez les 26, 27 et 28 mai, venez ou revenez à la Fête de Lutte Ouvrière!



## Commandez vos cartes

Les cartes d'entrée sont d'ores et déjà disponibles. Jusqu'au 22 avril, elles sont vendues au tarif réduit de 10 euros pour les trois jours. Sur place, à la Fête, leur tarif sera de 15 euros. Des bons d'achat d'une valeur de cinq euros mais vendus quatre euros, utilisables sur tous les stands de la Fête, sont également disponibles.

Vous pouvez vous procurer cartes et bons d'achat, soit auprès de nos camarades, soit en écrivant à : Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Indiquez, dans votre courrier, le nombre de cartes et de bons d'achat demandés, et joignez un chèque du montant voulu à l'ordre de Lutte Ouvrière. N'oubliez pas d'indiquer l'adresse où expédier cartes et bons. Envoi franco.

## Versez à la souscription de Lutte Ouvrière

Il faut qu'il y ait dans ce pays des militants, un parti qui continuent à défendre les idées de lutte de classe et la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société, en un mot les idées communistes. C'est le combat que veut mener Lutte Ouvrière, un combat qui nécessite beaucoup d'énergie militante, mais aussi bien sûr de l'argent.

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte Ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux

qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de : **Association de financement du parti Lutte Ouvrière** en les envoyant à l'adresse suivante : **LUTTE OUVRIÈRE BP 233 75865 PARIS CEDEX 18**

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse, pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7500 euros par an, donnent droit à une réduction d'impôt dans la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 euros donnera droit à une réduction d'impôts de 200 euros, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte Ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

### LUTTE OUVRIÈRE

Union Communiste (Trotskyiste)

membre de l'Union Communiste Internationaliste

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1014 C 85576.

Lutte Ouvrière c/o Editions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Editions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone : 01 48 10 86 20 - Télécopie : 01 48 10 86 26

### SUR INTERNET

[www.lutte-ouvriere.org](http://www.lutte-ouvriere.org)  
[www.union-communiste.org](http://www.union-communiste.org)  
[contact@lutte-ouvriere.org](mailto:contact@lutte-ouvriere.org)

**Lutte Ouvrière**  
**l'hebdomadaire**

[www.lutte-ouvriere-journal.org](http://www.lutte-ouvriere-journal.org)

**Lutte Ouvrière**  
**multimédia**  
(télé, radio, CLT)

[www.lutte-ouvriere.org/multimedia](http://www.lutte-ouvriere.org/multimedia)

**Lutte Ouvrière**  
**audio**

(version parlée de nos textes)  
[www.lutte-ouvriere-audio.org](http://www.lutte-ouvriere-audio.org)

**La lettre d'information**  
**hebdomadaire par e-mail**

Abonnez-vous gratuitement

### Adresser toute correspondance à :

**LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18**

### ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : .....Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : .....Ville : .....

Ci-joint la somme de : .....

par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière

ou virement postal : CCP 26 274 60 R PARIS

| Tarif des abonnements                   | Lutte Ouvrière | Lutte de Classe |
|---|----------------|-----------------|
| Destination :                           | 6 mois         | 1 an            |
| France, DOM-TOM                         | 18 €           | 35 €            |
| DOM-TOM avion                           | 25 €           | 50 €            |
| Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient | 30 €           | 60 €            |
| USA, Canada                             | 35 €           | 70 €            |
| Autre Amérique, Asie, Océanie           | 43 €           | 85 €            |

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

## En votant pour Nathalie Arthaud,

### apporter son soutien à un programme de lutte

La classe ouvrière paie très chèrement la crise de l'économie capitaliste. C'est à elle, qui n'est pas responsable de la crise, elle qui n'a jamais dirigé la vie économique, elle qui n'a eu que des miettes des périodes de prospérité, que la bourgeoisie et son État imposent des sacrifices. C'est elle qui subit les licenciements, c'est elle dont le pouvoir d'achat est écrasé, c'est elle qui subit les mesures d'austérité.

C'est d'autant plus révoltant que les responsables de la crise, les banquiers, les propriétaires et actionnaires des grandes entreprises, bénéficient de la croissance continue de leurs profits. Il y a de quoi être en colère contre la droite au pouvoir et ce président qui mérite bien son surnom de « président des riches ».

Cette colère, tous les travailleurs, toutes les victimes du grand patronat et du gouvernement ont envie de l'exprimer. Seuls les plus inconscients peuvent voter pour Sarkozy et, à plus forte raison, pour Marine Le Pen qui, sur le fond, représente la même politique que Sarkozy, la démagogie anti-immigrés et sécuritaire en plus débridé.

L'aspiration de l'électorat ouvrier à dégager Sarkozy de la présidence est le seul argument électoral de son concurrent Hollande.

Mais si nous nous contentons de manifester notre colère contre la droite et sa politique antiouvrière en confiant nos aspirations, nos espoirs, notre sort aux dirigeants de la gauche, nous serons inévitablement trompés, déçus, trahis.

Une fois que l'élection sera faite, tout repartira comme avant. Le président nouvellement élu pourra renier ses promesses et gouverner comme le lui demandent les maîtres de la société: les marchés financiers, le grand patronat, les banquiers.

Quelle que soit l'issue finale de cette élection présidentielle, nous ne ferons pas l'économie de la lutte. Ce qui comptera pour l'avenir, c'est la capacité collective de la classe ouvrière à inverser le rapport de forces avec la grande bourgeoisie. C'est à notre portée. La classe ouvrière représente une force considérable, irrésistible, dès qu'elle a claire conscience de ses intérêts, dès qu'elle est prête à lutter pour se défendre et à ne compter sur personne pour le faire à sa place.

Lorsque la lutte aura commencé, il faudra que les travailleurs se retrouvent sur des objectifs qui per-

mettent de changer réellement le rapport de forces avec la classe capitaliste et le gouvernement, quel qu'il soit. C'est pour populariser ces objectifs que Lutte Ouvrière présente dans cette élection la candidature de Nathalie Arthaud.

Contre le chômage, il faut imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire. Le financement du maintien de tous les emplois doit être prélevé sur les profits des groupes industriels et financiers et sur les revenus de leurs gros actionnaires.

Au lieu de gaspiller son argent pour aider les grands groupes, l'État doit créer des emplois utiles dans les services publics et procéder à de grands travaux créateurs d'emplois pour, en même temps, satisfaire des besoins vitaux, comme la construction de logements à portée de salaires ouvriers.

Il faut l'augmentation des salaires et des retraites et la garantie de leur pouvoir d'achat par l'indexation automatique sur les prix.

La crise et son facteur déclenchant, la spéculation, montrent clairement que ceux qui dirigent l'économie sont totalement irresponsables à l'égard de la société. On ne peut pas leur laisser sans contrôle la direction des entreprises et de l'économie. Ils dissimulent leurs gaspillages, leurs spéculations, leur parasitisme, derrière le secret des affaires. Il faut supprimer toutes les lois qui protègent ce secret. Il faut que les travailleurs et la population concernée puissent contrôler les comptes des entreprises et être informés des plans préparés par les conseils d'administration, pour pouvoir réagir lorsque ces plans vont contre les intérêts de la société.

Voilà la politique que représente Nathalie Arthaud dans cette élection. Elle représente la continuité d'une politique communiste.

Les élections n'ont pas le pouvoir de changer la vie. Mais elles permettent à tous ceux qui ne font plus confiance aux alternances électorales, et ne croient plus aux faiseurs de miracles, de s'exprimer.

Le vote utile dans cette élection, c'est voter pour Nathalie Arthaud, pour dire qu'on est d'accord avec le programme de lutte qu'elle propose et pour affirmer la confiance dans la capacité de la classe ouvrière à se défendre et à reprendre l'offensive.

## • Hausse du chômage

### Les vessies et les lanternes de Sarkozy

« Une hausse modérée du chômage », s'est quasiment vanté Nicolas Sarkozy, en parlant, sans rire, d'une « amélioration de la situation avec une baisse tendancielle de l'augmentation du nombre de chômeurs », alors que les derniers chiffres du chômage sont encore calamiteux.

Pour un peu, il voudrait faire passer une hausse pour une baisse ! Mais pour les 20 400 chômeurs supplémentaires c'est une catastrophe, et c'est une régression pour tout le monde du travail.

Il y a désormais, d'après les chiffres officiels donnés par

Pôle emploi, 2 860 000 chômeurs en métropole de catégorie A, c'est-à-dire sans aucune activité, soit le plus mauvais chiffre depuis douze ans.

L'Insee calcule à partir de là le taux de chômage – les chômeurs au sens du Bureau international du travail – et

l'estime à 9,8 % de la population active. Mais avec les autres catégories répertoriées à Pôle emploi, on atteint un total de 4 250 000 chômeurs pour la France métropolitaine, soit un million de chômeurs supplémentaires au cours du quinquennat de Sarkozy. Il faudrait

encore ajouter les chômeurs des DOM, qui sont plus de 300 000. On approche ainsi en fait des 5 millions de chômeurs.

C'est dire que l'auto-satisfaction du président des riches est révoltant et indécent.

B. G.

## • Après la fusillade de Toulouse

# Échange verbal dans tous les coins

Trois cents balles ont été tirées, nous dit-on, lors de l'assaut qui a permis de mettre fin à la dérive meurtrière de Mohamed Merah à Toulouse. Mais depuis, on a continué à tirailler dans tous les coins. Moins tragiquement, il est vrai, dans les studios de radio et devant les caméras de la télévision, les experts et les politiciens s'y sont succédé, se contredisant à qui mieux mieux.

On a pu voir par exemple le commandant Prouteau, ancien responsable du GIGN, faire semblant de s'interroger à propos de l'assaut du RAID. « Comment se fait-il, a-t-il dit, que la meilleure unité de police ne réussisse pas à arrêter un homme tout seul ? » Et d'ajouter, non sans perfidie : « En soixante-quatre opérations menées par le GIGN, il n'y a pas eu un mort. » Prouteau a dû en retour subir une réponse du directeur de la police nationale,

un nommé Péchenard, se déclarant non intéressé par « les polémiques sur l'intervention du RAID menées par des spécialistes auto-proclamés du terrorisme ou une ancienne gloire vieillissante de la gendarmerie. » Dont acte ! Mais pourquoi cela intéresserait-il les téléspectateurs à qui on a servi, jusqu'à l'indigestion, ces controverses ?

Cela n'a pas empêché les Sarkozy, Guéant et le chœur des Copé, Kosciusko-Morizet et

autres chargés de la propagande du candidat-président, de répéter que les forces de l'ordre avaient fait de l'excellent travail, introduisant un nouveau dogme, celui de l'infailibilité de la police, et menaçant des foudres de l'enfer les mécréants qui oseraient le braver.

Les concurrents de Sarkozy, Hollande, Bayrou, Le Pen et même Eva Joly se sont mis au garde-à-vous, participant à une mise en scène officielle qui n'avait rien à voir avec la compassion qu'on peut, légitimement et humainement, éprouver à l'égard des victimes et de leurs proches.

De plus, on voulait faire croire que durant ce deuil, la campagne de la présidentielle

était suspendue, sous prétexte que Sarkozy l'avait décrété ! À d'autres ! Il était évident qu'elle continuait, sur le terrain imposé par la droite sarkozyste et dans un contexte qui faisait trépigner de bonheur l'extrême droite.

Il n'y a pas que cette campagne qui ne faisait pas vraiment une pause. La vie continuait, elle aussi. Avec la même cohorte de licenciements réels ou annoncés, avec ici ou là des suicides, conséquences du harcèlement au travail, à La Poste ou ailleurs. Mais ces événements-là n'obligeaient pas les médias à bouleverser leur grille de programmes.

Jean-Pierre VIAL

## • Salaires

# Jean-Luc Mélenchon et le smic

Dans une interview récente du journal *Les Échos*, Jean-Luc Mélenchon a voulu démontrer, ainsi que le dit le titre de l'article, « Pourquoi les investisseurs n'ont aucune raison d'avoir peur de [son] programme ».

Pour répondre au risque de « fuite des entrepreneurs » si ses propositions étaient appliquées, le candidat du Front de Gauche a voulu rassurer les patrons qui seraient confrontés à la hausse du smic à 1 700 euros qu'il promet. En fait, a précisé Mélenchon, le smic n'atteindrait les 1 700 euros net que « en fin de législature », dans cinq ans donc. Et surtout, la mesure ne concernerait que quelques secteurs de l'économie « non exposés à la concurrence internationale », les services à la personne, la restauration rapide ou le bâtiment, par définition non délocalisables.

Mais qu'en serait-il pour les très bas salaires dans les autres

branches ? Mélenchon balaie par avance l'objection en estimant que, dans l'industrie, « la part des salaires au smic est résiduelle ». Les trop nombreux « résidus », intérimaires, jeunes en contrat de qualification ou en CDD, embauchés à temps partiels, salariés d'innombrables petites ou moyennes usines du Nord ou de la Creuse, employés de la grande distribution payés 30 heures mais présents 50... apprécieront d'être ainsi évacués. Plus de 2,3 millions de salariés, en effet, sans compter ceux de la fonction publique, où le salaire d'embauche en est en général proche, sont rémunérés officiellement au smic.

Pour tous ces salariés, la mesure d'urgence consisterait en un rattrapage immédiat d'au moins 300 euros par mois, ne serait-ce que pour compenser la perte de pouvoir d'achat subie ces dernières années. Ensuite, contre l'inflation, l'indexation automatique des salaires sur les prix serait indispensable.



Augmenter le smic, oui, mais tout de suite, et ne pas reperdre aussitôt cette hausse : voilà un objectif qu'il faudra rappeler au vainqueur du

deuxième tour et imposer au patronat par des luttes qui lui donnent de bonnes raisons d'avoir peur.

Viviane LAFONT

## • Bolloré

# Une magouille à 253 millions d'euros

Le groupe publicitaire Havas vient de décider de consacrer 253 des 780 millions d'euros disponibles de sa trésorerie à racheter ses propres actions. 12 % des actions du groupe seront ainsi retirées du marché et détruites.

Cette annonce a entraîné immédiatement une hausse de 9 % du cours de l'action Havas. En effet, réduire le nombre

d'actions revient à diminuer le nombre de parts de gâteau et donc, si les bénéfices sont au rendez-vous, à augmenter chaque part. Cet espoir d'une meilleure rentabilité fait augmenter le prix de l'action, arrondissant d'autant la fortune des grands actionnaires. Au premier rang d'entre eux, il y a Vincent Bolloré, un des hommes les plus riches du pays, détenteur, entre autres, de 33 %

du capital d'Havas, dirigeant du groupe et initiateur de cette opération qui va l'enrichir encore d'un simple trait de plume.

Nombre de grands groupes financiers et industriels, de Bouygues à Total, procèdent depuis quelques années à des opérations semblables. Celles-ci concentrent encore un peu plus la fortune en répartissant les bénéfices tirés

de l'exploitation des travailleurs entre un nombre toujours plus restreint de familles. Le fin du fin du capitalisme ne consiste pas à investir pour des productions nouvelles, mais à se disputer ainsi ce qui existe déjà, entre requins de plus en plus obèses. Quitte à ce qu'ils en crèvent ou fassent crever la société avec eux.

Paul GALOIS

# Quand Mélenchon jouait les pompiers pour Jospin

Début mars 2000, le ministre de l'Éducation, Claude Allègre, sortait un projet de réforme concernant les lycées professionnels. Ce projet prévoyait, entre autres, de réduire les horaires d'enseignement général pour les élèves, d'annualiser le temps de travail des enseignants et une augmentation des stages en entreprise pour les élèves.

Du 3 au 27 mars 2000, une grève reconductible se développa, mobilisant bien au-delà des lycées professionnels, car les tentatives pour économiser les postes d'enseignants prenaient diverses formes et touchaient l'ensemble des collèges et des lycées.

Le 16 mars, 200 000 manifestants dans toute la France disaient non dans la rue aux projets d'Allègre. Il y avait ce jour-là 800 000 grévistes dans tout le pays, c'est-à-dire 70 % de l'ensemble du corps enseignant. C'était du jamais vu depuis 1995.

En réponse à la colère du monde enseignant, Jospin décida de remplacer Claude Allègre, nommant Jack Lang au ministère de l'Éducation et Jean-Luc Mélenchon devenant ministre délégué à l'Enseignement professionnel. Celui-ci déclara alors que les textes refusés allaient être modifiés et remplacés par des propositions qui ne comporteraient « ni annualisation, ni flexibilité, ni pondération ». Outre le fait qu'il s'agissait d'un mensonge grossier puisque les nouveaux textes étaient identiques aux anciens, il ne revenait pas sur la baisse des heures d'enseignement général, ni sur le nombre insuffisant de créations de postes qui en découlait.

Avec un tour de passe-passe faisant accepter les accords sur le nouveau texte par le Snetaa, le syndicat majoritaire de l'enseignement professionnel, le nouveau ministre Lang-Mélenchon réussit à mettre fin à la grève.

Mélenchon affirmait il y a peu à la télévision qu'il était « fier d'avoir été ministre de l'Enseignement professionnel ». Il n'y a vraiment pas de quoi.

Karine MORIN

### • Contrôler les comptes du patronat

# C'est nécessaire et c'est possible

**L'obscurité du fonctionnement du système capitaliste est évidemment délibérée. Le secret des affaires, le secret commercial, la protection des fortunes privées, le secret bancaire, voire le secret défense sous lequel s'abritent bien des transactions financières, sont nécessaires à l'accumulation des profits.**

Bien sûr, la loi fait obligation aux entreprises de publier un certain nombre de chiffres. Mais l'essentiel n'y est pas.

Il a fallu par exemple qu'un cadre, resté anonyme, du groupe PSA fasse parvenir une note interne de l'entreprise au syndicat CGT, pour que les travailleurs apprennent que le groupe, pourtant bénéficiaire, prévoyait des fermetures de sites. De même il a fallu que les

travailleurs de Toyota, à Valenciennes, démontent le circuit de commercialisation de la Yaris pour prouver que, contrairement à ce que disait la direction, l'usine n'était pas déficitaire. Les producteurs de fruits et légumes aussi démontrent régulièrement, en venant proposer directement leurs produits sur les parkings des hypermarchés, que les profits de la grande distribution sont sans

commune mesure avec le service qu'elle prétend rendre.

Ces exemples, et bien d'autres, montrent que les chiffres de l'économie ne sont pas les mêmes suivant qu'on se place du point de vue des travailleurs ou de celui des capitalistes, suivant que l'on défend les emplois ou les profits. La divulgation des projets de PSA, comme celle de la façon dont Toyota ou Carrefour obtiennent leurs marges, a renforcé les travailleurs de ces entreprises. Le contrôle de tous les comptes, de tous les circuits, la publicité de toutes les fortunes serait indispensable. On verrait alors clairement par

exemple que les licenciements ne sont jamais une « nécessité », mais toujours un choix fait en vue de maintenir ou d'accroître les profits.

Ce contrôle est à portée de main, car ce sont bien évidemment des travailleurs qui tiennent les livres de comptes, qui tapent le courrier, qui font les achats et qui savent quand, comment et à quel prix se fabriquent les marchandises. Ce sont eux aussi qui les stockent, qui les transportent et qui les mettent en vente. Si la société actuelle, caractérisée par l'anarchie de la production, la lutte de tous contre tous, la recherche du profit individuel,

fonctionne quand même tant bien que mal, c'est bien parce qu'il y a partout des travailleurs à la manoeuvre. Qui mieux que les travailleurs eux-mêmes peut savoir où se nichent les profits indus et les économies criminelles, les procédés dangereux et les vols manifestes ?

Un contrôle des comptes des patrons par les travailleurs serait une étape pour contester leur dictature. Et si cet objectif fait partie de ceux mis en avant par Nathalie Arthaud dans sa campagne, c'est bien parce qu'il devrait être l'un des objectifs des travailleurs dans leurs luttes prochaines.

Paul GALOIS

### • Enquête sur la concurrence

## Les patrons ont l'échelle mobile des profits

**Huit grands groupes de l'industrie du lait, dont Senoble, Novandie (Mamie Nova, Andros), Lactalis, 3 A... sont sous le coup d'une enquête de l'Autorité de la concurrence, avec perquisitions à la clé, pour entente sur les prix. Elle les soupçonne notamment de refuser, sous prétexte de prix insuffisant à leur goût, de fabriquer des yaourts et du fromage blanc sous des marques de distributeurs.**

« Les produits laitiers sont nos amis pour la vie », serine la publicité des capitalistes du secteur, qui aimeraient se faire passer pour des amis des consommateurs. Leur marge brute représente pourtant en moyenne 48 % du prix d'un pot de yaourt vendu en grande surface. C'est trois fois plus que celle des producteurs de lait qu'ils étranglent. Et si, crise ou pas, les ventes de yaourts

et fromages frais (5 milliards d'euros en 2011) ont encore progressé de 2,5 % en un an, les profits des industriels du secteur augmentent bien plus.

Ces derniers temps, d'autres secteurs se sont retrouvés sur la sellette pour la même raison. Les principaux producteurs de farine français viennent d'écopier de 242,4 millions d'amende. Finalement, c'est peu, car cela fait quarante ans qu'ils

s'entendent pour limiter la production, se répartir la clientèle et fixer les prix, et même pour éviter de se faire concurrence avec leurs comparses allemands. Ce même mois de mars, les trois géants mondiaux de l'alimentation animale (Nestlé, Mars, Colgate-Palmolive) ont été condamnés respectivement à 19 millions, 11,6 millions et 4,7 millions d'euros d'amende pour entente sur les prix et contrôle du marché. Toujours en mars, les producteurs français d'endives, les premiers au monde avec 135 millions de vente rien qu'en France, ont été condamnés pour une entente illégale qui durait depuis quatorze ans.

On pourrait ajouter les industriels de la parfumerie (LVMH, L'Oréal, Marionnaud, Chanel), condamnés en appel en janvier, pour un motif analogue. Ou encore les lessiviers : en décembre dernier, Unilever, Procter & Gamble, Henkel, Colgate-Palmolive – encore lui – en ont pris pour 361,3 millions d'euros d'amende pour entente sur les prix et les promotions. Mais Unilever, qui avait dénoncé les autres, a été exempté de sanction. Et rappelons que le trio de la téléphonie mobile (Bouygues, SFR, Orange) a été condamné pour cartel et abus de position dominante à 534 millions d'amende en 2005 – leurs victimes, leurs

abonnés, eux, n'ont eu droit à rien.

De telles ententes entre capitalistes sur le dos des consommateurs sont monnaie courante, même si elles viennent rarement sur la place publique, et encore souvent faut-il alors qu'un concurrent s'estimant lésé ait dénoncé l'affaire (ce serait à nouveau le cas pour les yaourtières trop gourmandes).

Industriels, distributeurs, producteurs savent, bien sûr, qu'ils peuvent se faire pincer, voire être condamnés. Mais cela fait partie des faux frais qu'ils répercutent sur leurs prix, en sus du reste, pour maintenir et augmenter leurs profits.

Pierre LAFFITTE

### • Hausse des prix

## Un indice officiel, c'est pratique pour les mensonges officiels

**« Il y a un seul pays en Europe dont le pouvoir d'achat a augmenté, c'est la France », répète Sarkozy, avec un étalage de statistiques et de chiffres tendant à prouver que les salaires ou les retraites auraient, ces dernières années, augmenté parallèlement aux prix, voire plus rapidement !**

Pour appuyer les déclarations les plus fantaisistes, il n'est pas toujours besoin de tordre les statistiques. Car celles-ci ont souvent peu de rapport avec la réalité vécue par des ménages composés de salariés, de chômeurs, de retraités. C'est le cas de l'indice Insee des prix à la consommation. En février 2012, il est en hausse mensuelle de 0,4 %, après une baisse de 0,4 % en janvier. Sur un an, il s'accroît de 2,3 %.

De tels chiffres ont de quoi laisser sceptique. Par exemple, l'Insee ne prend en compte l'évolution des loyers que pour 7 % dans ce fameux indice ! Or il est flagrant que la hausse

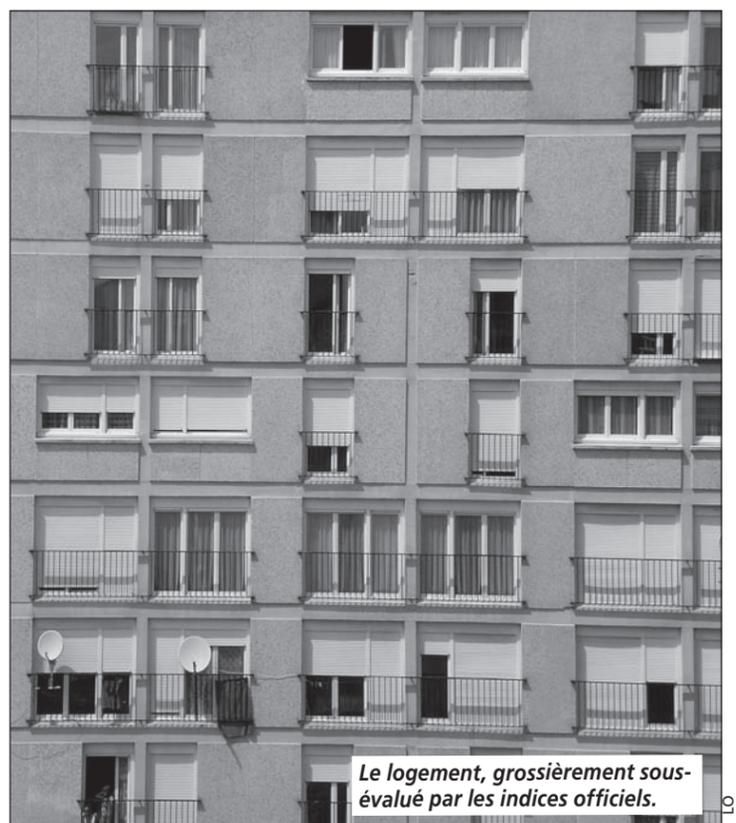
des loyers plombe le pouvoir d'achat des salariés. Et les emprunts contractés par les travailleurs, qui essaient d'avoir un logement à eux, pèsent eux aussi très lourd dans leur budget. Ainsi, un ménage aux revenus modestes sur deux consacre au moins 23,6 %, près du quart de ses revenus, à se loger, et même au moins 34 %, soit le tiers, s'il est locataire dans le parc de logements privés, selon une récente étude de l'Insee lui-même.

Cet organisme n'envisage pas pour autant d'accroître la part des loyers dans son « panier de la ménagère » qui lui sert à calculer l'indice des prix,

un indice qui est la référence officielle. Cet indice relativise l'importance des différentes dépenses des ménages. Il serait nécessaire qu'il existe un contrôle, un indice des prix qui, au lieu d'aider les gouvernements à mentir pour se justifier, permette d'indexer réellement les salaires sur les prix. Pour ce faire, cet indice devrait être contrôlé, non pas en haut lieu, mais par les travailleurs, avec l'aide des syndicats et des associations de consommateurs, et mesurer en temps réel l'évolution des prix.

Et il ne suffirait évidemment pas de s'arrêter au simple constat. Cet indice-là devrait servir de référence pour que les salaires soient revalorisés, là encore en temps réel, afin que les classes populaires ne subissent pas les effets de l'inflation.

Jean SANDAY



### • Lycée professionnel Sabatier – Bobigny (Seine-Saint-Denis)

## En grève contre une suppression de poste

Le personnel du lycée professionnel André-Sabatier de Bobigny est en grève reconductible depuis le mardi 13 mars. En effet le rectorat de Créteil a décidé de ne pas remplacer l'an prochain la proviseure, qui part à la retraite à la fin de l'année. C'est la proviseure du lycée voisin, le lycée professionnel Alfred-Costes, qui devra diriger les deux lycées en même temps.

Mardi 20 mars, après une semaine de grève, le personnel a été reçu par la directrice du cabinet du recteur, accompagnée de l'inspecteur vie scolaire, qui ont voulu faire croire que cette mesure de non-remplacement d'un personnel de direction était positive et allait permettre

de créer entre les deux lycées concernés des synergies.

La seule synergie que cela crée, c'est la diminution du nombre de postes dans l'ensemble des deux établissements, et donc encore une restriction de moyens, toujours au

détriment de l'intérêt des élèves et du personnel. De toute façon, la directrice elle-même semblait persuadée qu'elle n'arriverait pas à convaincre qu'avec moins... on ferait plus.

En effet chacun est bien convaincu du contraire, et pas prêt à laisser faire cette mesure qui ne fait qu'accroître les difficultés pour tous, personnel et élèves, et qui a pour seul but de permettre de réaliser des diminutions budgétaires.

Mardi 27 mars, une réunion tripartite se tenait à la

préfecture de région avec le recteur, la Région et des représentants du personnel et des parents d'élèves. Les enseignants et les élèves les attendaient de pied ferme et ont obtenu le soutien de la CGT, de la responsable des lycées au Conseil régional et de la FCPE, qui devaient interpellier le recteur sur son projet et défendre leur revendication.

En tout cas, la lutte contre la direction unique des deux établissements continue.

Correspondant LO

### • Lachaux (Puy-de-Dôme)

## Pour le maintien de l'école, mobilisation victorieuse

«*Youpi, l'école est sauvée!*» : c'est ce qu'annonce une grande banderole devant l'école à classe unique de la petite commune de Lachaux dans le Puy-de-Dôme. Les parents sont fiers de parler de l'action qu'ils ont menée ensemble avec l'instituteur, la population de tout le bourg et les élus, le maire de la commune et ceux des communes alentour, pour que l'école continue et, avec elle, la vie de la commune.

En effet ce bourg de 300 habitants ne compte plus qu'une seule classe de onze enfants de primaire et de grande section maternelle. Les directives gouvernementales de suppression de postes dans l'éducation se concrétisaient ici par la suppression de la classe unique à la rentrée prochaine. Les enfants de Lachaux auraient dû se rendre au chef-lieu de canton, Chateldon, ce qui aurait signifié prendre deux fois par jour une route qui compte plus de 110 virages de montagne. Outre le danger, les horaires et la vie des enfants s'en seraient trouvés dégradés.

Enfin, tout le monde comprenait qu'une fois l'école fermée, plus aucun jeune couple ne viendrait s'installer à Lachaux, alors que la population semblait vouloir augmenter ces dernières années.



Tout le monde dans la commune s'est donc mobilisé et l'école a été occupée depuis le 3 février, à l'annonce de la suppression de la classe unique. Tous ont prêté main forte pour informer les communes alentour, le département, où déjà de nombreuses classes uniques ont disparu. Les médias ont été informés et un reportage est paru aux infos de 13 heures sur TF1, les parents ayant amené dans le préau de l'école occupée quelques moutons et un âne pour signifier qu'« ils ne sont pas des moutons » et qu'« ils ne veulent pas que leurs enfants deviennent des ânes ». Une façon de revendiquer le droit élémentaire de tous à l'éducation, comme le scandent les enseignants dans leurs manifestations contre les suppressions

de postes: « Dans tous les quartiers, dans toutes les régions, un même droit à l'éducation. »

Est-ce la proximité des élections? Il n'a pas fallu longtemps pour que l'inspecteur d'académie, accompagné de l'inspecteur de Thiers, vienne rendre visite à l'école occupée

de Lachaux. Promesse a été faite de maintenir l'école pour la rentrée 2012. Qu'en sera-t-il ensuite? Cela reste à voir mais, pour l'heure, le maintien de l'école avec sa classe unique apparaît comme une victoire.

Correspondant LO

### • Mitry-Mory (Seine-et-Marne)

## Contre les fermetures de classes et les suppressions de postes

Samedi 24 mars, 200 manifestants sont descendus dans les rues de Mitry-Mory, enfants, parents d'élèves, enseignants, élus locaux, pour dénoncer entre autres les sept fermetures de classes prévues dans la commune et la suppression des Rased.

Des parents, élus ou non de

la FCPE, ont décidé de poursuivre la mobilisation en organisant, du 27 mars au 12 avril, des soirées-débats dans les différentes écoles de la ville, le mardi et le jeudi soir de 18 heures à 22 heures, y invitant parents et enseignants.

Le bon accueil qu'ils ont reçu en diffusant le tract

## Réunions publiques de Lutte Ouvrière en soutien à Nathalie Arthaud

### Vendredi 30 mars

- Belfort (Territoire de Belfort)
- Rochefort (Charente-Maritime)
- Fourmies (Nord)
- Pontarlier (Doubs)
- Melun (Seine-et-Marne)

### Samedi 31 mars

- Châteaudun (Eure-et-Loir)
- Moulins (Allier)
- Ham (Somme)
- Montargis (Loiret)
- Audincourt (Doubs)
- Aulnoye-Ayméries (Nord)

### Mardi 3 avril

- Agen (Lot-et-Garonne)
- Denain (Nord)
- Riom (Puy-de-Dôme)
- Forbach (Moselle)

### Mercredi 4 avril

- Nogent-le-Rotrou (Eure-et-Loir)
- Pamiers (Ariège)
- Autun (Saône-et-Loire)
- Bourg-en-Bresse (Ain)
- Pecquencourt (Nord)
- Malakoff (Hauts-de-Seine)
- Abbeville (Somme)

### Jeudi 5 avril

- Amboise (Indre-et-Loire)
- Guéret (Creuse)
- Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne)

### Vendredi 6 avril

- Vichy (Allier)
- Alençon (Orne)
- Narbonne (Aude)

Pour connaître le lieu et l'heure de la réunion, consultez nos sites régionaux

### • Les impôts sous le quinquennat de Sarkozy

# Baisse pour les riches, hausse pour les pauvres

**Sarkozy s'était engagé à ce qu'il n'y ait aucune hausse des impôts. Durant son mandat, si les rentrées fiscales sont globalement restées les mêmes, en revanche, il y a eu une redistribution des prélèvements obligatoires: les riches paient moins d'impôts tandis que les classes populaires en paient plus. En outre, la loi Tepas (Travail, emploi et pouvoir d'achat) votée en 2007 et censée protéger les travailleurs, a creusé encore plus les inégalités. Un rapport publié par le syndicat SNUI-Sud Trésor donne des exemples de cette injustice fiscale.**

Ainsi, le gouvernement a fait mine de taxer les riches, en relevant la dernière tranche de l'impôt sur le revenu, passée de 40 à 41 %. Mais cela reste très marginal, ne touchant qu'une petite minorité de personnes, et devrait être provisoire. De même, il a supprimé en 2011 le bouclier fiscal, très impopulaire. Mais comme, en contrepartie, il a baissé l'impôt sur la fortune, les plus riches ont finalement gagné à ce changement: ainsi, les foyers fiscaux

assujettis à l'ISF vont y gagner en moyenne 400 000 euros, et ceux qui, en même temps, bénéficiaient du bouclier fiscal, se tireront quand même de cette réforme avec un gain net de 36 000 euros!

D'autres cadeaux fiscaux ont aussi été faits aux plus riches. Avec la baisse de la fiscalité sur la transmission du patrimoine, par exemple, un couple avec deux enfants peut leur transmettre jusqu'à 600 000 euros sans payer d'impôts. Les

rentrées dues à l'imposition des entreprises ont diminué, et plus celles-ci sont importantes, moins elles paient: celles du CAC40 ne sont imposées qu'à 8 % de leurs bénéfices, tandis que les PME le sont à 30 %. À cela s'ajoutent toutes les niches fiscales (au sens large) dont bénéficient les plus aisés, dont le montant total équivaut aux rentrées de la TVA!

Pour payer ces cadeaux faits aux riches, le gouvernement a mis les plus pauvres à contribution à travers une série de mesures qui, mises bout à bout, grèvent lourdement leur budget. Ainsi, le gel du barème de l'impôt sur le revenu va se traduire par une augmentation générale pour l'ensemble des contribuables, qui peut être très importante s'ils passent dans une tranche supérieure. De plus, entre 100 000 et 200 000



personnes, qui ne payaient pas d'impôt à cause de la faiblesse de leurs revenus, vont devoir le faire. À cela s'ajoutent le durcissement des conditions pour avoir droit à la demi-part accordée aux parents élevant seuls leurs enfants ou aux nouveaux mariés, l'imposition de 50 % des indemnités journalières en cas de maladie, etc. Ces mesures sont d'autant plus pénalisantes qu'elles font perdre des exonérations, des dégrèvements ou des allocations liés au fait de ne pas être imposable, notamment en ce qui concerne la taxe d'habitation ou l'aide au logement.

La hausse la plus inégalitaire résulte de l'augmentation de la TVA, cet impôt indirect qui touche tout le monde, même ceux qui sont aux minima sociaux. Les classes populaires consacrant la quasi-totalité de leurs ressources à la consommation, la TVA frappe proportionnellement davantage les plus pauvres: elle représente 8,1 % de leurs revenus, contre seulement 3,4 % pour les plus riches.

Et Sarkozy serait tout à coup devenu « le candidat du peuple »?

Marianne LAMIRAL

### • C'est l'Insee qui le dit

# Les grands capitalistes sont au pouvoir

**L'Insee a publié lundi 26 mars sa dernière étude sur la structure économique de la France, la taille des entreprises, leurs poids relatifs dans l'emploi, la production, etc. Se fondant désormais plus sur la réalité des entreprises que sur leur forme juridique, l'Institut démontre que 200 groupes de plus de 5 000 salariés dominant l'économie du pays, employant 28 % des travailleurs, produisant plus du tiers de la valeur ajoutée, comptant pour plus de la moitié dans les exportations.**

Et encore l'Insee ne peut tenir compte du fait que les sous-traitants de ces groupes en sont entièrement dépendants, que depuis des décennies les grandes entreprises ont externalisé tout ce qui pouvait l'être et qu'en conséquence le périmètre de ces grands groupes est encore plus grand que ce

disent ces statistiques.

Leur nombre aussi est encore plus restreint! Par exemple, un procès est en cours pour déterminer si l'Association Familiale Mulliez, propriétaire d'Auchan, de Leroy Merlin, de Saint Maclou et de vingt autres sociétés, constitue un seul groupe. Les

tribunaux le diront pour ce qui concerne le droit, mais pour ce qui regarde l'économie réelle et le poids de la famille Mulliez dans la vie du pays, la réponse est évidente.

Dans le secteur de l'armement, le groupe Dassault, étroitement lié à l'État, détient 25 % des actions du groupe Thalès (électronique militaire) lequel possède le tiers des actions de la DCNS (arsenaux de marine). Le poids de Dassault y est forcément prépondérant.

Enfin nombre de groupes sont interdépendants, ne serait-ce que du fait de la petite poignée de grandes banques représentées dans tous les

conseils d'administration.

S'il n'y avait qu'une conséquence à tirer de l'étude de l'Insee, ce serait que l'emploi d'une énorme partie des salariés du privé est dans les mains, directement ou indirectement, d'un petit nombre de groupes capitalistes puissants.

Un soi-disant bon sens oppose à l'idée de l'interdiction des licenciements l'exemple de l'artisan boulanger au bord de la faillite qui doit se séparer, le cœur gros, de son commis. Mais on voit qu'interdire les licenciements serait avant tout obliger les grands capitalistes à prendre sur leur fortune pour assurer

un emploi aux travailleurs. Ce sont essentiellement les grandes entreprises qui, directement ou indirectement, ont mis quatre millions de travailleurs au chômage et autant au régime du travail précaire. Et c'est après, et à cause de ces suppressions d'emplois et de cette baisse du niveau de vie, que des commerçants, petits entrepreneurs et artisans qui travaillent dans les quartiers populaires, sont menacés et leurs salariés avec eux.

Alors, pour défendre le droit à la vie des travailleurs, interdire les licenciements est une toute première urgence.

Paul GALOIS

### • Samedi 24 mars à Paris

# Pour le droit à mourir dans la dignité

**Samedi 24 mars, les militants de l'Association pour le Droit à Mourir dans la Dignité (ADMD) se sont rassemblés à Paris pour une marche puis un meeting au Cirque d'Hiver. Ils avaient convié les candidats à l'élection présidentielle à venir y présenter leurs propositions sur la fin de vie. Notre camarade Marc Peschanski, directeur de l'Institut des cellules souches, y a représenté Nathalie Arthaud.**

Voilà maintenant trente ans que les militants de l'ADMD revendiquent ce qu'ils nomment à juste titre « notre ultime liberté ». Ils militent pour qu'une loi la légalise et « permette à chaque citoyen, en conscience, de pouvoir bénéficier d'une aide active à

*mourir lorsqu'il juge que sa propre vie n'est plus que survie, douloureuse. »*

Marc Peschanski a apporté le soutien de Nathalie Arthaud au combat de l'ADMD, affirmé son engagement pour le droit à la dignité humaine, le droit de choisir son existence d'un bout

à l'autre de la vie, et donc le droit de mourir dans la dignité.

Mais, a-t-il ajouté, quel peut être le choix d'une fin de vie digne quand les soins palliatifs subissent les coupes budgétaires, quand le handicap et la maladie chronique ne sont pas, et de très loin, pris en charge comme il conviendrait, quand on entasse des malades dans des hôpitaux surchargés et que l'on stocke des personnes âgées dans des maisons de retraite aux moyens insuffisants et au personnel débordé?

Plus généralement encore,

quel choix d'une vie digne quand chaque jour un millier de personnes perdent leur emploi, que d'autres triment pour des salaires insuffisants, que le niveau des retraites et des minima sociaux est indigne et qu'on prive des jeunes de tout espoir d'une vie meilleure? Et puis, quel choix d'une vie digne pour le milliard d'individus qui, par-delà nos frontières, ne peuvent se nourrir convenablement et souffrent de maladies d'un autre âge que l'on sait pourtant parfaitement soigner?

La science en général et la

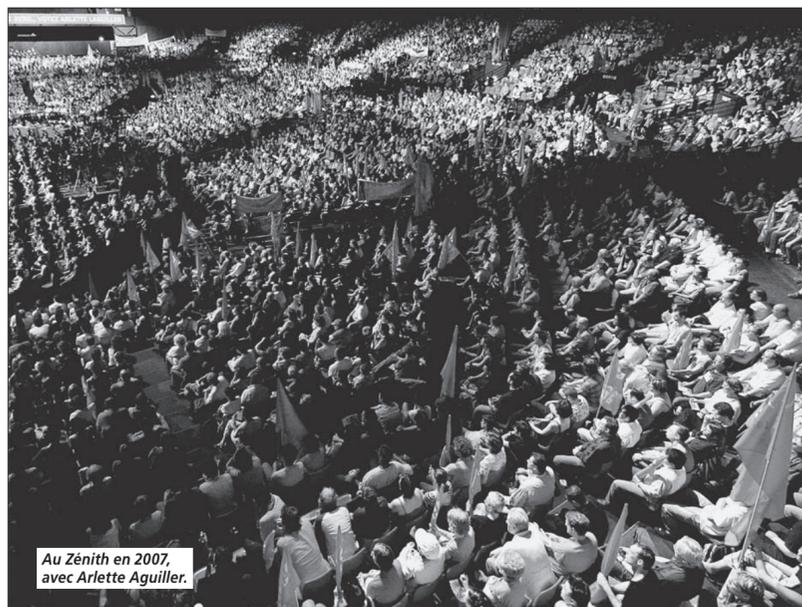
médecine en particulier n'ont jamais offert autant de possibilités de vivre dignement. L'humanité n'a jamais été aussi riche. Les moyens existent pour que chacun ait tous les choix. Mais ces moyens sont confisqués par une poignée d'individus au mépris de la dignité de la vie de la quasi-totalité de l'humanité et il faudra bien plus qu'une loi pour que chacun puisse en bénéficier. Pour pouvoir mourir dans la dignité, il faudra d'abord imposer celui de vivre dans la dignité.

Sophie Gargan

# Nathalie Arthaud une candidate communiste

Meeting  
Dimanche 15 avril à 15 heures  
au **Zénith** de Paris  
Parc de la Villette - Porte de Pantin

Des départs en autocars sont organisés depuis la banlieue et depuis de nombreuses villes. Se renseigner auprès de nos camarades ou sur nos sites Internet régionaux.



• **Dimanche 25 mars, à Canal Plus**  
Après l'affaire de Toulouse  
« Pas envie de cette hypocrisie »

Interrogée dimanche 24 mars sur Canal Plus, Nathalie Arthaud a expliqué son refus de toute « unité nationale » après la tuerie de Toulouse et Montauban.

« J'ai été meurtrie comme tout un chacun par ce drame, par cette tuerie. Ce sont des sentiments humains. Mais l'unité politique, c'est autre chose : on est sur l'instrumentalisation et l'idée de s'aligner. Ce drame ne me rend pas plus proche ni de Nicolas Sarkozy, ni de Claude Guéant ou de Marine Le Pen. Les différences et les combats politiques restent. Vu la suite

des événements, vu comment le Front national, l'UMP exploitent politiquement ce drame pour attiser les haines et les peurs, je pense que c'était une bonne chose que je me garde de participer à cette comédie politique d'union nationale.

On a entendu parler de suspension de la campagne. Il n'y en a jamais eu, de suspension de la campagne. Ce n'est pas vrai. Nicolas Sarkozy a pu endosser le costume de président pour faire campagne, et voilà.

Serrer la main à Nicolas Sarkozy, Claude Guéant ou

Marine Le Pen, j'avoue que je n'en ai absolument aucune envie. Je suis guidée par la vérité de mes sentiments et je n'ai pas envie de cette hypocrisie. Ces sourires, ces tutoiements, ils sont tous d'accord quand ils sont au bar de l'Assemblée nationale ou à la Commission européenne et puis après, sur les plateaux de télévision, ils sortent les épées pour combattre. Moi, les coups qui sont imposés à nous tous, eh bien je les subis, je les ressens et je peux vous dire que je n'ai aucune envie de faire ami-ami, copain-copain, avec ceux justement qui les donnent. »

Le site de campagne [www.nathalie-arthaud.info](http://www.nathalie-arthaud.info)

*filrouge*

**Pas mal loti pour un « candidat du peuple »**

Avec un patrimoine déclaré de quelque 2,7 millions d'euros, en augmentation de 600 000 euros depuis son arrivée à l'Élysée en 2007, Sarkozy ne risque pas, en cas de licenciement, de plonger dans la misère.

Son patrimoine cependant n'est que de la roupie de sansonnet, comparé à celui de ceux dont il a servi les intérêts depuis cinq ans, les Bolloré, Bettencourt et autres Peugeot. Ils sauront bien lui faire une place dans la chambre d'amis.

**Mélenchon discret ? Eh oui, c'est possible**

Évoquant la transparence du patrimoine des élus, Mélenchon précise que les informations sur ce sujet doivent être accessibles, mais seulement à une commission spécialisée astreinte à un « devoir de réserve ». « Il n'y a pas de raison que ces informations se retrouvent sur la place publique », explique-t-il. « Ou alors il faut publier la feuille d'impôt de tout le monde. » Et pourquoi pas ? Pourquoi une telle timidité et de telles prudences, de la part de ce pourfendeur attiré des privilégiés ?

Sa « révolution citoyenne » est bien timorée, quand on gratte un peu.

**Le pouvoir au peuple ? Faut pas exagérer !**

Dans la même veine, Mélenchon propose que l'activité politique des parlementaires

soit contrôlée par une commission composée de parlementaires. Certes, précise-t-il, « le contrôle parlementaire n'est pas infaillible, mais il est quand même supérieur à l'exercice du pouvoir solitaire ».

Mais le « pouvoir au peuple » et le contrôle des élus, c'est juste bon pour les affiches ?

**Quand Le Pen se lâche**

Marine Le Pen utilise les crimes odieux de Mohammed Merah pour multiplier les déclarations les plus outrancières et les plus débiles, pour rester poli, telles que : « Combien de M. Merah dans les bateaux, les avions qui, chaque jour, arrivent en France ? Combien de Mohammed Merah parmi les enfants de ces immigrés non assimilés ? »

Et combien d'imbéciles qui se sentent bien de chez nous, drapés de tricolore, s'embarquent dans le bateau des Le Pen père et fille ? Et combien de politiciens, bien propres sur eux, ne répugnent pas à se laisser entraîner sur ce terrain fangeux, espérant recueillir quelques voix ?

**Benoît fait sa bulle**

En visite en Amérique latine avant de se rendre à Cuba, le pape Benoît XVI a émis un jugement sur le marxisme : selon lui, cette idéologie ne correspondrait plus au monde moderne.

Car, foi de pape, s'habiller au dernier chic des Borgias et manger le fils de Dieu en rondelles tous les dimanches, c'est certainement ça qui est moderne.

**Soutien aux travailleurs du Sernam (Communiqué)**

Les 48 employés du site Sernam de Miramas, dans les Bouches-du-Rhône, annoncent qu'ils retiennent deux cadres de l'entreprise depuis mercredi 21 mars, pour protester contre la fermeture annoncée du site.

Je tiens à faire part de mon soutien à ces salariés, à qui il a été annoncé qu'ils risquent tous de perdre leur emploi. Le Sernam, actuellement en redressement judiciaire, a d'éventuels repreneurs, mais qui affichent d'ores et déjà leur intention de licencier la moitié des 1 600 travailleurs du groupe. Ce serait 800 licenciements de plus, et ce serait criminel, dans une situation où le chômage fait déjà des ravages !

Les travailleurs du Sernam ne

sont pas responsables des difficultés de leur patron. Pas plus que du fait que l'Europe juge illégale l'aide de 642 millions d'euros que l'État français a versée au Sernam au moment de sa privatisation, en 2005, et impose aujourd'hui à l'État de récupérer cet argent. Ce n'est pas à eux de faire les frais d'une situation dans laquelle ils ne sont pour rien.

L'emploi et le salaire qui en découle sont les seuls moyens pour les travailleurs de vivre dignement. Aucun licenciement n'est acceptable. Ni ceux du site de Miramas, ni à fortiori les 800 autres, sur l'ensemble de l'entreprise. Il faut interdire les licenciements !

Nathalie Arthaud,  
le 27 mars

• **À Nice le 24 mars**  
Une discussion nourrie

Samedi 24 mars, la salle du meeting de Nathalie Arthaud à Nice était bien remplie d'auditeurs attentifs. L'exposé de Nathalie Arthaud, chaudement applaudi, fit place à un débat qui débuta par la demande d'un participant : « Comment va Arlette ? » Puis un jeune, dont les parents et amis sont dispersés dans divers pays d'Europe en crise, mit en évidence le recul pour les populations d'Espagne, d'Italie, du Portugal ou de Grèce. Que faire alors que, face à la force organisée des dirigeants proches du monde de la finance, le mécontentement s'exprimait,

comme en Espagne, par la force désorganisée des Indignés ?

C'est un recul effectivement éfarrant, souligna Nathalie Arthaud, que l'on n'aurait même pas imaginé il y a seulement trois ans. Les mesures prises contre les travailleurs sont les mêmes d'un pays à l'autre, quelle que soit la couleur politique des dirigeants. C'est bien ce qui nous attend en France, indépendamment du résultat de l'élection présidentielle. D'ailleurs, les projets existent déjà, tel l'accord sur la compétitivité des entreprises que le patronat attend. Et c'est cette réalité, celle que vivent les Grecs,

qu'il va nous falloir affronter.

Ce qui manque aux luttes qui se sont déroulées en Grèce, en Italie, en Espagne, à la grève générale dernièrement au Portugal, c'est un programme, une politique pour le monde du travail.

À quelqu'un qui lui demandait de chiffrer son programme, Nathalie Arthaud répondit que le chiffre, ce sont les quatre millions et demi de chômeurs, et que les patrons ne se demandent jamais combien le chômage et la misère vont coûter à une ville, à une région. Si ces derniers passent leur temps à se plaindre de ne pas pouvoir



équilibrer leurs comptes, il faut que les travailleurs, eux, puissent équilibrer les leurs, et le minimum pour cela serait un salaire de 1 700 euros net par mois. Si cette société n'est pas capable d'assurer ce salaire

minimum, eh bien il faut en changer, dit-elle.

La discussion ainsi lancée se poursuivit ensuite longtemps dans la salle.

Correspondant LO

**« Ce ne sont pas les immigrés, mais les capitalistes qui sont de trop »**

Extrait de l'intervention de Nathalie Arthaud à Nice.

« Sarkozy ne rate jamais une occasion de s'en prendre aux travailleurs immigrés.

Il utilise les préjugés les plus abjects, les mensonges les plus grossiers. Il a par exemple présenté les vieux travailleurs immigrés comme des profiteurs d'allocation ! Eux, que le patronat a usés jusqu'à la corde sur les chaînes de production, dans le bâtiment ou dans le nettoyage !

Et pourquoi y aurait-il trop d'étrangers en France ? Au prétexte que c'est la crise ? Au prétexte qu'il n'y a plus de travail, il faudrait dire à tous ceux qui ont trimé et qui continuent de trimer dans les travaux publics, dans la restauration, dans les hôpitaux, qu'il n'y a plus besoin d'eux et qu'ils n'ont plus qu'à crever ?

Et après, qui y aura-t-il de trop dans la société ? Les jeunes, qui sont les premiers frappés par le chômage ? Les femmes,

parce qu'elles peuvent rester aux fourneaux ?

Eh bien non, il n'y a aucun travailleur de trop dans la société.

L'intérêt collectif serait de rétribuer le travail et les efforts entre tous et d'avoir chacun un salaire qui permette de vivre. Mais cela, il faudra l'imposer au patronat et, pour l'imposer, il ne faudra pas se laisser diviser, il faudra au contraire unir toutes nos forces.

Et je tiens à dire que les réactionnaires de droite et de gauche, qui s'opposent à l'idée de la régularisation de tous les sans-papiers et qui s'opposent au droit de vote des travailleurs immigrés dans toutes les élections, ne l'emportent pas au paradis des urnes !

Parce qu'en cas de grandes luttes, tous les travailleurs se retrouveront côte à côte, français ou immigrés, avec ou sans papiers. Ils se retrouveront dans la même fraternité de la lutte collective, de la lutte des travailleurs de toutes origines et de toute nationalité, contre les capitalistes de toutes

nationalités. (...)

La crise actuelle montre clairement que la classe capitaliste, les banquiers, préoccupés par leurs seuls profits privés, sont trop irresponsables à l'égard des intérêts de la société. Mettre en cause leur pouvoir dictatorial sur les entreprises est une nécessité sociale.

Pour que les entreprises et l'ensemble de l'économie tournent au profit de tous, pour satisfaire les besoins de toute la population, il faut combattre la mainmise de la minorité capitaliste sur les grands moyens de production et les gérer collectivement, le plus démocratiquement possible.

Expropriation de la classe capitaliste pour reprendre la maîtrise de l'économie est une nécessité, et il faudra commencer par exproprier les banques.

Et pas seulement parce que les banquiers se conduisent comme des irresponsables et qu'ils ont transformé les salles de banque en salles de casino, mais parce que ce sont les banques qui commandent

toute l'économie. Prendre la maîtrise des banques, c'est contrôler l'essentiel de l'économie, l'énergie, les transports, la distribution, c'est décider de l'usage fait des capitaux, c'est les orienter dans des investissements utiles à toute la population.

Exproprier les banquiers, c'est-à-dire nationaliser sans indemnité ni rachat et fusionner les banques en un seul établissement de crédit, sera un pas de géant fait en direction de la gestion de toute l'économie par les travailleurs.

Avec l'expropriation des grands groupes du CAC 40, qui font la pluie et le beau temps dans l'économie, les travailleurs pourraient prendre la maîtrise de toute l'économie.

Cela ne sera possible qu'au travers d'une mobilisation puissante des travailleurs, au travers d'une mobilisation révolutionnaire mais, pour mettre fin à la dictature aveugle et nuisible d'une minorité sur l'économie, il n'y aura pas d'autre voie. »

**NATHALIE ARTHAUD DANS LES MÉDIAS**

**Jeu 29 mars**

à 18 h 50 sur Europe 1 : invitée d'Arlette Chabot

à 20 h 05 sur Canal + : Petit Journal de Yann Barthes

**Vendredi 30 mars**

à 7 h 45 sur I-Télé : invitée de Christophe Barbier

**Dimanche 1er avril**

à 13 h 30 sur France Inter : 3D, invitée de Stéphane Paoli

**Lundi 2 avril**

de 7 h 40 à 8 h 30 sur France Culture : La Matinale reçoit Jean-Pierre Mercier, porte-parole de Nathalie Arthaud

à 8 h 30 sur RMC : invitée de Jean-Jacques Bourdin

à 19 h 10 sur BFM TV : invitée de Ruth Elkrief

à 20 h sur IDF1 : invitée de Michelle Cotta

à 22 h 10 sur Public Sénat : invitée du journal de Sonia Mabrouk

**Mardi 3 avril**

à 7 h 40 sur Europe 1 : invitée de Bruce Toussaint

à 18 h sur Public Sénat : Preuves par 3, invitée de Michel Grossiord

à 18 h 30 sur LCI : Oui/Non de Michel Field, Isabelle Bonnet, porte-parole de Nathalie Arthaud

à 19 h 30 sur Radio France International : Mardis politiques

à 21 h sur TV5 Monde : Le Kiosque, invitée de Philippe Dessaint

**Mercredi 4 avril**

à 8 h 15 sur Radio Classique et Public Sénat : invitée de Guillaume Durand et Gilles Leclerc

**Jeu 5 avril**

de 12 h 30 à 13 h sur RMC : Journal des Grandes Gueules, face à Marshall et Truchot

**Vendredi 6 avril**

à 8 h sur Sud Radio : Jean-Pierre Mercier - porte-parole de Nathalie Arthaud - invitée de Robert Ménard

à 19 h 30 sur LCI : Le Face à face, avec Michel Field

**Dimanche 8 avril**

entre 18 h 10 et 19 h sur France Inter, France Info, France Culture, France Bleu, Le Mouv' : invitée de Radio France Politique

### • ArcelorMittal – Florange (Moselle)

La manifestation du 22 mars

## Halte aux licenciements !

**Jeudi 22 mars, à l'appel de la CGT, entre 800 travailleurs selon la police et 3 000 selon la CGT sont venus manifester à Florange contre la fermeture des hauts fourneaux et de toute la filière liquide. C'était un rassemblement national, dans le cadre de la journée de la CGT pour la défense de l'industrie, avec des délégations venues des usines sidérurgiques de Fos et de Dunkerque, mais aussi de Liège, du Luxembourg et même une délégation de Madrid.**

Tous manifestaient contre Mittal, contre les fermetures d'usines et les suppressions d'emplois. ArcelorMittal vise à faire le maximum de profits en faisant tourner au maximum le minimum d'usines, ce que le slogan « *Full Mittal Racket* », résumait sur tous les

casques. Une délégation CFDT et une FO de l'usine de Florange étaient également présentes en début de rassemblement, ainsi que des militants syndicaux de nombreuses usines métallurgiques de Lorraine qui, à l'appel de la CGT, manifestaient leur solidarité.

Arrivés devant les grands bureaux, les travailleurs trouvèrent des portails cadenassés, mais qui ne résistèrent guère. Mais après quelques pas sur les pelouses de la direction, un cordon de CRS empêchait d'aller plus loin.

La délégation du Luxembourg où ArcelorMittal emploie 5 500 travailleurs était particulièrement fournie. ArcelorMittal y a annoncé la fermeture pour une durée indéterminée, autrement dit définitive, d'une grande partie de l'usine de Schifflange et d'un laminoir à Rodange – et non la fermeture

totale de ces deux sites comme nous l'avons écrit par erreur dans notre précédent article. Cela ferait 282 suppressions d'emplois supplémentaires, dont plusieurs dizaines d'ex-travailleurs de Gandrange. Sur les quatre plus grosses usines luxembourgeoises, deux seulement pourraient rester en activité. Ainsi que, bien sûr, le siège mondial du groupe qui est, comme par hasard, dans ce paradis fiscal du Luxembourg.

De Florange au Luxembourg, il faut interdire les licenciements à ArcelorMittal, un trust gavé de profits

– 19 milliards en cinq ans! – et de subventions publiques. Si la conjoncture est moins bonne, il faut le contraindre à répartir le travail entre tous les sites, en gardant intérimaires et sous-traitants.

À Florange la mobilisation pour le redémarrage des hauts fourneaux continue. Une marche symbolique sur Paris, composée de seize marcheurs qui se relayeront, part ces jours-ci pour se terminer le 6 avril par un concert au Trocadéro avec Bernard Lavilliers et le groupe Zebda.

**Correspondant LO**

### • Fabergé - Le Meux (Oise)

## Le patron d'Unilever a de quoi payer

**À l'usine Fabergé du Meux, près de Compiègne dans l'Oise, des conducteurs de ligne ont fait grève lundi 19 mars. Le mécontentement sur les salaires et sur les conditions de travail couve depuis longtemps et touche tous les salariés. Mais la goutte d'eau a été la suppression de postes d'intérimaires entraînant pour les conducteurs de ligne du travail supplémentaire.**

La direction proposait, soi-disant pour compenser, 15 euros brut d'augmentation mensuelle pour l'ensemble de l'usine et une prime de 20 euros pour les conducteurs

de ligne. Le lendemain de la grève, elle proposait déjà 45 euros brut d'augmentation mensuelle. La direction a fait par ailleurs la promesse d'embaucher vingt salariés, mais

sur d'autres postes que ceux qui viennent d'être supprimés. Pas de quoi calmer le mécontentement, même si le travail a repris!

Cette usine qui fabrique et conditionne du shampoing et du dentifrice appartient au groupe Unilever qui ne compte pas moins de 400 marques dans le monde, dont Amora, Alsa, Carte d'Or ou Knorr pour la branche agroalimentaire,

ou encore Sun, Dove, Timotei, Axe dans l'hygiène et les lessives. C'est ce même groupe qui a décidé la fermeture de l'usine Fralib à Gémenos, près de Marseille, qui conditionne en sachets le thé et les infusions de la marque Lipton-L'Éléphant, entraînant le chômage pour 182 travailleurs.

Le groupe a pourtant publié en février dernier ses bénéfices nets pour l'année 2011

qui s'élèvent à 4,25 milliards d'euros. Quant au chiffre d'affaires, il est en hausse de 5%, « *une croissance forte malgré des marchés difficiles* », a précisé la direction.

Il est plus que temps qu'au lieu des profits, ce soit les salaires qui augmentent, et aussi l'embauche, plutôt que de licencier en augmentant la charge de travail de ceux qui restent.

**Correspondant LO**

### • Sanofi – Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne)

## Amiante : Sanofi est responsable

**Une audience très médiatisée s'est tenue jeudi 15 mars au tribunal des affaires de Sécurité sociale de Créteil, dans le Val-de-Marne. Sanofi Chimie était mis une nouvelle fois en cause par la famille d'un salarié de l'usine de Vitry-sur-Seine décédé d'un cancer bronchopulmonaire consécutif à l'exposition aux poussières d'amiante.**

À ce jour, et selon le syndicat CGT retraités de l'établissement de Vitry, ce sont quatre-vingts salariés de cette usine qui ont contracté une pathologie liée à l'amiante depuis 1975. Trente d'entre eux en sont morts, ces maladies se déclarant dans la quasi-totalité des cas au moment de la retraite.

À un journaliste de FR3 qui lui demandait « *Comment expliquez-vous autant de cas dans une usine qui fabriquait des produits pharmaceutiques et n'utilisait pas à proprement parler l'amiante?* » un militant de

la CGT, retraité, a répondu : « *Cela est dû essentiellement à l'usage de l'amiante pendant des décennies pour calorifuger les installations, et notamment les tuyauteries amenant la vapeur dans toute l'usine à partir de la chaufferie* », précisant : « *Ce qui explique que presque tous les secteurs et métiers soient touchés, avec un pic pour les travailleurs de la chaufferie.* »

Lors des six procès précédents concernant l'amiante dans cette usine, Sanofi Chimie a toujours été condamné, c'est-à-dire que sa faute inexcusable a été prononcée et que des



indemnités ont été fixées pour les victimes ou leurs ayants droit. Mais, systématiquement, la direction de l'entreprise se refuse à assumer sa responsabilité, tant morale que financière, et plaide « l'inopposabilité » de la décision du tribunal. Elle s'appuie sur une faute de procédure commise par la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM) lors de l'enquête menée au moment de la reconnaissance de la maladie professionnelle.

Cette fois encore, la direction obtiendra très probablement une décision favorable, sous prétexte que la CPAM du Val-de-Marne a adressé son courrier à Sanofi Recherche et Développement au lieu de Sanofi Chimie. La direction s'est contentée de retourner le courrier en mentionnant que ce n'était pas elle qui était concernée... sans bien sûr préciser que cela concernait Sanofi Chimie, présent sur le même site, au numéro d'a

côté!

Quant à la CPAM le moins que l'on puisse dire est qu'elle n'a jamais fait d'efforts particuliers pour respecter scrupuleusement la procédure (c'est en effet la troisième fois que ce motif est invoqué) et éviter ainsi que ce soit la branche Accidents du travail-maladies professionnelles de la Sécurité sociale qui indemnise les fautes de l'employeur en lieu et place de celui-ci.

**Correspondant LO**

### • PSA Peugeot Citroën – Aulnay (Seine-Saint-Denis)

# Contre la fermeture de l'usine les actions continuent

Le 22 mars, la CGT avait prévu d'organiser un meeting sur le parking de l'usine PSA d'Aulnay-sous-Bois au changement d'équipes. La direction a refusé l'accès du parking et mené une propagande active pour faire croire que le meeting, qui devait donc se tenir devant les grilles, empêcherait les cars de passer et les ouvriers de rentrer chez eux.

Le jour même, des dizaines de cadres étaient alignés sur le parking désert pendant que plusieurs centaines d'ouvriers de l'usine et du département assistaient tranquillement au meeting. La direction montrait ainsi son inquiétude, non pas tant de la venue de Thibault pour la CGT, mais tout simplement de voir des ouvriers de l'usine se rassembler pour discuter de leur avenir et réfléchir aux perspectives de lutte contre les projets patronaux.

En effet la direction sait très bien que le PDG de PSA, Varin, doit annoncer officiellement la fermeture de l'usine après les élections, et que cela peut faire éclater la colère. Alors, tout ce qui va dans le sens de la préparation des consciences, de

l'organisation des travailleurs pour la lutte, inquiète le patron.

Le 23 mars, les ouvriers avaient décidé d'aller au QG de Sarkozy exiger la réponse à leur lettre qui revendiquait une réunion tripartite État-syndicats-PSA pour obtenir des garanties écrites du maintien des emplois à Aulnay. Visiblement, cette venue des ouvriers de PSA au QG dérangeait suffisamment pour que le gouvernement propose une réunion au ministère du Travail le même jour.

Ainsi, le 23 mars, près de 400 ouvriers accompagnaient leur délégation au ministère, et c'est là qu'ils apprirent que le gouvernement s'engageait enfin à organiser cette réunion avant le 6 avril.



Tous savent que cette réunion ne suffira pas à obtenir des garanties sérieuses pour les emplois. Il n'empêche qu'elle est le fruit de la mobilisation, et rien que cela dérange la direction.

C'est visiblement la direction qui a inspiré des tracts de calomnie contre certains militants, émanant de syndicats qui ont milité contre la manifestation au ministère, puis qui ont essayé de faire croire que la tenue de la réunion tripartite

n'avait rien à voir avec la mobilisation des travailleurs. Si leur attitude sème un peu le trouble, elle permet surtout aux ouvriers de prendre conscience du nombre de leurs adversaires. Décidément, il leur faudra apprendre à ne compter que sur leur force, à renforcer leur unité face aux adversaires et aux faux amis et à choisir consciemment leurs actions.

Correspondant LO

### • Groupe Renault

# 11 milliards, de quoi augmenter les salaires et embaucher

Venus de tous les sites de Renault, des usines et des bureaux d'études, environ 1 100 travailleurs se sont rassemblés mercredi 21 mars devant le siège social de l'entreprise à Boulogne-Billancourt. Ils étaient 300 du Technocentre de Guyancourt et de Cléon. D'autres sont venus de Flins, de Sandouville, du Mans, de Douai, de Lardy, de Rueil, de Cergy et de Villeroy, pour beaucoup en cars spéciaux.

Après plusieurs débrayages, donnant lieu parfois à des rassemblements, cette journée était un point fort des manifestations contre la minable augmentation de salaire que propose la direction du groupe. Elle a annoncé 1,3% en mars et à nouveau 1% en octobre pour les ouvriers, et 0,7% pour les employés, techniciens et agents de maîtrise. D'un côté, les dirigeants du groupe prétendent qu'il n'y a pas d'argent dans les caisses, que c'est la crise. D'un autre côté, le PDG Carlos Ghosn s'est vanté d'avoir 11 milliards de trésorerie dans les caisses, et son salaire se monte à 9,6 millions d'euros.

Quant aux dividendes, ils ont été multipliés par quatre. Et, chose qui a beaucoup choqué l'ensemble des salariés, les dix principaux dirigeants de

Renault se sont octroyé, eux, une augmentation de salaire de plus de 10%.

Ce double langage de la direction passe de moins en moins. Au rassemblement, l'ambiance était résolue. Pour certains jeunes salariés il s'agissait de leur première

grève. Et nombre de ceux qui ne sont pas venus discutaient aussi des salaires et voyaient le débrayage avec sympathie.

Le jeudi 15 mars déjà, un débrayage avait eu lieu au Technocentre de Guyancourt sur l'ensemble de l'ingénierie. Six cents travailleurs du site, rejoints par ceux de Lardy et de Rueil, s'étaient rassemblés devant l'entrée. « Les salaires, ça ne va pas », « Qu'est-ce qu'on veut ? Des sous ! », ces slogans étaient repris par tous. Un rattrapage de 300 euros et 10% d'augmentation de salaire sont

mis en avant.

Face aux multiples hausses des prix de l'électricité, du gaz, des produits alimentaires, les seuls chez Renault qui conservent leur pouvoir d'achat, avec une indexation de leurs salaires sur les prix, ce sont bien les dix plus hauts dirigeants, avec leur augmentation de 10%.

Cette échelle mobile des salaires, possible pour eux, doit l'être pour l'ensemble des travailleurs qui ont fabriqué les profits de Renault.

Correspondant LO



### • Visteon (Nord – Pas-de-Calais)

# Le ras-le-bol s'accumule

Dans le groupe Visteon, sous-traitant automobile dépendant à l'origine de Ford, les travailleurs ont vécu onze plans de licenciements en six ans et la suppression de 900 postes. L'effectif de Visteon était encore en France de 2 300 employés en 2002, il est tombé à 1 400 aujourd'hui.

Aujourd'hui, Visteon reparle de sureffectif et prépare un nouveau plan d'une centaine de suppressions d'emplois. En même temps, des tractations avec sa co-entreprise chinoise, Yanfeng Visteon Automotive Trim Systems, inquiètent beaucoup les travailleurs.

Dans le Nord-Pas-de-Calais, à Gondecourt et à Carvin où il ne reste plus que quelques dizaines de salariés, l'usine fermant d'ici juin, de nombreux travailleurs ont débrayé une heure pour exprimer leur ras-le-bol. À Gondecourt, dans chacune des trois équipes, une cinquantaine de salariés ont débrayé et sont venus à l'assemblée générale de la CGT. Ils protestaient contre les suppressions d'emplois, réclamant en plus l'embauche des intérimaires, mais aussi contre la dégradation des conditions de travail et la répression dans l'usine.

En effet la direction a mis à pied, depuis 75 jours, deux travailleurs, dont une déléguée, soi-disant pour harcèlement, entre autres contre un chef ! Et elle refuse de les reprendre pour le moment. La direction veut que tout le monde se taise dans l'usine, alors que les cadences et les conditions de travail font que l'on a vite fait de « péter les plombs ».

Le ras-le-bol monte, contre ces patrons qui exploitent et pourrissent la vie des travailleurs, avant de les virer. Ras-le-bol contre les pressions et le harcèlement incessant de la hiérarchie, ras-le-bol contre les cadences de travail. En plus, les intérimaires, qui sont souvent là depuis très longtemps, en ont aussi ras le bol des samedis travaillés, de la précarité et des licenciements programmés.

Correspondant LO

### • Assistance publique des Hôpitaux de Marseille

## Le mécontentement en direct

**Le jeudi 22 mars, les agents des hôpitaux de Marseille se sont mobilisés pour exiger le paiement de leur dû.**

En effet, un système compliqué de prime a été mis en place. La prime de «présentéisme» est accordée aux agents n'ayant eu aucune absence dans l'année. Elle est distribuée à partir de la somme, appelée reliquat, récupérée sur les agents absents à qui on rogne une autre prime, la prime de service. Et pour «simplifier» encore plus la situation, la direction avait l'intention, cette année, non seulement de repousser le paiement de la prime de service mais aussi de se servir du reliquat pour payer des astreintes!

Ce numéro d'équilibriste n'a fait rire personne et plus de 400 agents ont envahi la salle de réunion et les couloirs le jour où le problème était

discuté avec les organisations syndicales. Le directeur désigné pour cette corvée a entendu en direct le ras-le-bol de tous: «Embauchez», «Allez chercher le chéquier», tout le monde avait envie de s'exprimer et de dire

que tous les agents, quels qu'ils soient, devaient toucher leur dû. En apprenant que le grand directeur n'avait pu venir, car en déplacement, c'est en chœur que tous ont repris «J'attendrai ton retour...»!

La mobilisation a donné un premier résultat: la prime sera payée comme d'habitude. La communication «en direct», ça a du bon.

Correspondant LO



### • Main Sécurité – Dunkerque

## Nouvelle provocation patronale

Depuis le 6 mars, onze travailleurs de la société Main Sécurité qui effectuent le gardiennage à ArcelorMittal Dunkerque sont mis à pied et menacés de licenciement parce qu'ils n'auraient pas effectué un contrôle d'entrée un jour de grande tempête. En fait, il s'agit pour la direction de faire un exemple contre des travailleurs qui, quelques jours avant, avaient fait grève

pour une augmentation de salaire de 80 euros brut.

Mardi 20 mars, les deux délégués syndicaux recevaient leur planning de travail pour les jours suivants. Mais à peine s'y étaient-ils présentés qu'un huissier leur signifiait qu'ils étaient toujours mis à pied. La direction de Main Sécurité dit qu'il s'agit d'une «erreur administrative». Mais les travailleurs, eux, y voient une

nouvelle machination des patrons pour pouvoir, si les délégués ne s'étaient pas présentés à leur poste, s'en débarrasser pour refus de travail.

De son côté, la direction d'ArcelorMittal Dunkerque prétend qu'elle n'est pour rien dans ces sanctions. Mais rien sur le site de l'entreprise ne se fait sans son accord et elle-même n'hésite jamais à utiliser menaces et chantages

contre des travailleurs en grève...

Les patrons sont solidaires contre des travailleurs qui font grève pour leur salaire. Les travailleurs d'ArcelorMittal et des entreprises de la région le sont pour exiger l'abandon de toutes sanctions à Main Sécurité et le paiement intégral des salaires!

Correspondant LO

### • Sonopress (groupe Bertelsmann) – Forbach (Moselle)

## La direction cède sur la prime supra-légale

L'usine Sonopress de Forbach a fermé ses portes et les 51 derniers employés sont en attente des lettres de licenciement. Au début des négociations, la direction proposait 4 000 euros de prime supra-légale de licenciements. Après quelques jours de mobilisation,

elle a finalement cédé... 30 000 euros! Sans compter des congés de formation de 12 à 15 mois maximum.

Les travailleurs auraient bien sûr souhaité que l'activité se poursuive et conserver un emploi et un salaire. Car

tous savent que l'argent de la prime filera vite. Mais ils ont aussi montré qu'il est possible de faire reculer les patrons.

Cette usine qui fabriquait des CD pour le géant de la communication Bertelsmann appartenait à la société Arvato,

qui n'avait pas envie d'une mauvaise publicité. En se mobilisant, les travailleurs, et leurs syndicats CGT-CFDT-FO, se sont fait entendre et ont forcé la direction à ouvrir les cordons de la bourse.

Étienne HOURDIN

### • Cauval Industries - Bar-sur-Aube (Aube)

## Confort pour les uns, police pour les autres

Quand Silberman, le PDG de Cauval Industries, fait la promotion du Made in France (avec des matières premières, des outils, pièces et machines provenant du monde entier), il ouvre toutes grandes ses portes à la télévision, aux médias. Mardi 27 mars, il accueillait dans «un confort exclusif» Jean-Michel Baylet, le président

du PRG venu à Bar-sur-Aube soutenir la candidature de Hollande. Pour un leader du matelas, cela allait de soi.

Par contre, lorsque les militants de Lutte Ouvrière viennent à l'entrée de l'usine discuter de la candidature de Nathalie Arthaud à la présidentielle, c'est la police qui est appelée pour les en évincer. Les

discussions n'en ont pas moins été d'autant plus nombreuses et animées que les salariés sont inquiets du démantèlement annoncé de l'entreprise et luttent contre des salaires très bas et une aggravation des conditions de travail.

On attend le résultat du contrôle d'identité dont les militants de Lutte Ouvrière ont

fait l'objet à la fin de leur diffusion de tracts. Le PDG de Cauval interdit à ses salariés de faire de la politique dans l'entreprise et à son entrée, même en période électorale, mais lui prépare sans aucune inquiétude l'alternance en recevant un ténor de Hollande.

Correspondant LO

### • 3 Suisses Roubaix **En lutte contre la machine à licenciement**

**Jeudi 22 mars, une soixantaine de salariées licenciées des magasins 3 Suisses sont venues de toute la France au tribunal des prud'hommes de Roubaix pour contester leur licenciement.**

Elles sont venues de Strasbourg, de Caen, de Montpellier... pour dire non à la manière dont la direction des 3 Suisses les a traitées. En effet, il n'y a même pas eu de plan social pour les 247 licenciées, mais une série de licenciements individuels.

Ce groupe est pourtant riche à milliards puisque 51 % des actions sont possédées par le groupe Otto, une des premières fortunes allemandes, et 49 % par la famille Mulliez (Auchan, etc.). La direction comptait sans doute sur la dispersion des salariées des magasins et sur le fait qu'elles sont peu nombreuses dans chacun pour qu'il n'y ait pas de réaction.

Le cortège joyeux qui attendait le DRH devant les Prud'hommes a amené un bon démenti! Sous les trompettes et les sifflets, il s'est faufilé dans le bâtiment pendant que les salariées distribuaient des tracts aux passants et collaient partout des affiches détournant une publicité de l'entreprise où des femmes brandissent un drapeau et serrent le poing. Le slogan était devenu: «Les ex-3 Suisses se battent pour stopper la machine à licenciements abusifs» et «chomathérapie» pour toutes.

Une trentaine de travailleurs de Goodyear Amiens, des délégations de salariés de La Blanche Porte, de La Redoute, des militants de Lutte Ouvrière et du PC sont venus les soutenir et des passants faisaient des signes de solidarité. Qu'un groupe aussi riche ose mettre à la rue des centaines de travailleurs est un scandale inadmissible.

Correspondant LO

### • Grand Lyon

# Troisième semaine de grève des éboueurs

**Lundi 26 mars, la grève des éboueurs de la régie publique du Grand Lyon, soutenue par l'ensemble des syndicats, est entrée dans sa troisième semaine. Dans les deux dépôts de Gerland et Villeurbanne, les grévistes ont continué leur mouvement, déterminés à ne pas accepter la réorganisation qu'on veut leur imposer. Ce serait la cession à des entreprises privées du ramassage complet de Lyon et Villeurbanne, plus intéressants pour elles, qui sont payées au tonnage, pendant que la régie publique ferait le ramassage dans les 56 autres communes de la communauté urbaine.**

Les grévistes dénoncent le fait de permettre à Veolia et Sita (Suez) de s'enrichir avec le ramassage des ordures, alors que les dirigeants du Grand Lyon savent bien que cela revient plus cher aux habitants. Ils envisagent d'ailleurs de reprendre à Veolia la distribution de l'eau potable, car d'un coût trop élevé. Les grévistes dénoncent aussi les conditions de travail imposées par ces entreprises privées, où les éboueurs sont moins nombreux pour ramasser plus d'ordures.

Les conditions de travail sont dures aussi dans la régie publique, où un éboueur parcourt environ 18 km par jour tout en manipulant dix tonnes de déchets. C'est pourquoi ils demandent de pouvoir bénéficier de deux jours de repos consécutifs en ne travaillant pas le samedi où, selon eux, il y a bien moins de déchets ménagers. La direction propose un samedi libre sur deux, qui avait déjà été accordé en 2003 et jamais appliqué!

La négociation est bloquée: la direction ne bouge

pas. Les responsables socialistes, le maire de Lyon Gérard Collomb et Thierry Philip, font preuve d'un mépris qui augmente la colère des grévistes, en mentant sur les salaires, prétendant qu'ils débute à 1 700 euros alors que la réalité est 1 200 euros, et en disant qu'ils ne travaillent

pas beaucoup. De plus, après avoir retiré une première assignation en justice des responsables syndicaux, la direction les a de nouveau envoyés devant le tribunal le 22 mars. Le jugement a exigé que les dépôts ne soient plus bloqués par les grévistes et qu'ils restent à l'extérieur. Mais il a aussi dénoncé l'embauche anormale d'intérimaires pour contrer la grève, ce recours ne devant concerner que le remplacement d'éboueurs malades.

Là où la régie publique assure actuellement le ramassage des poubelles, les conséquences de la grève sont de plus en plus impressionnantes. Les poubelles débordent, les

tas d'ordures s'accumulent sur les trottoirs et empiètent sur la rue, avec des sacs plus ou moins écrasés et éventrés. Les mauvaises odeurs augmentent avec la chaleur. Et pendant le week-end on a assisté à une trentaine de feux de poubelles sur les trottoirs.

Même si tous, bien sûr, espèrent que la grève se termine rapidement, il n'y a pas d'exaspération de la part de la population concernée par la grève, car tout le monde se doute bien qu'avec la privatisation il faudrait payer plus cher. Et les habitants ont de l'estime pour ceux qui font un travail que personne ne leur envie.

Correspondant LO



### • Dassault-Aviation

# Un patron qui peut et doit payer

**Au conseil d'administration de Dassault-Aviation, qui s'est déroulé le mercredi 21 mars, quelque 800 travailleurs des usines d'Argenteuil, Argonny, Mérignac, Martignas et Biarritz s'étaient invités. Ils ont profité de l'occasion pour converger à Saint-Cloud, siège de la société, et rappeler aux actionnaires que s'ils étaient là pour se partager la galette, celle-ci était avant tout le fruit de l'activité de quelques milliers de travailleurs, qu'ils soient de Dassault ou sous-traitants et intérimaires.**

C'est au cri «*Pas de pognon, pas d'avions*» qu'ils ont manifesté. Car la galette est belle: 407 millions d'euros de bénéfice (+10%) et une trésorerie supérieure à 3,2 milliards. La direction générale, autant dire Dassault, n'a pourtant accordé que 1% d'augmentation de

le salaire pour 2012. La même chose dure depuis des années, avec même quelques années à 0%. Des débrayages touchent donc pratiquement tous les établissements depuis les négociations annuelles obligatoires de fin 2011, à l'appel des syndicats CGT, CFDT et FO. Dassault

prétend qu'il reverse une participation non négligeable, mais ce qui est vrai est surtout que ses profits sont croissants, et que le quasi-blocage des salaires y est pour quelque chose. Alors, ce que les travailleurs veulent, c'est un salaire garanti et suffisant tous les mois. La CGT revendique 10% d'augmentation.

La direction générale souligne qu'elle n'a réussi à augmenter ses bénéfices que du fait de sa participation dans Thales. Mais c'est justement en puisant dans son trésor de guerre, la trésorerie, qu'elle s'est offert il y a maintenant quatre ans ce petit cadeau, payé là encore avec l'argent prélevé sur notre travail au

cours des années précédentes; une opération financière qui de plus est favorisée par Sarkozy, qui entretient les meilleures relations avec la famille Dassault, comme c'est de tradition depuis des décennies entre celle-ci et tous les dirigeants qui se sont succédé au pouvoir.

Et chacun sait que les perspectives de ventes à venir dans le civil comme dans le militaire, quoi que l'on puisse en penser par ailleurs, sont au beau fixe. Les actionnaires en salivent d'ailleurs déjà. Alors, les travailleurs sont bien décidés à ne pas être les dindons de la farce.

Correspondant LO

### • SKF Saint-Cyr sur-Loire (Indre-et-Loire)

# Baisse des salaires, pas d'accord!

Jeudi 22 mars, une grève a éclaté spontanément dans le secteur Autoparts de l'usine SKF, en réaction à un changement d'horaires qui entraînerait une perte de l'ordre de 250 euros pour les ouvriers concernés.

À Autoparts, secteur très rentable où est réalisé l'emballage de courroies et de roulements, 59 ouvriers travaillent en équipes de 2x8 ou en normale. Arguant d'une baisse de commandes liée à la perte d'un client, la direction envisageait de supprimer les équipes et de faire travailler tout le monde en normale à partir du mois de mai.

Mais finalement, l'activité s'avérant plus importante que prévue, la direction annonçait le 21 mars qu'une petite dizaine d'ouvriers pourraient rester en équipe et qu'ils pourraient donc continuer à percevoir les primes liées à cet horaire, soit environ 250 euros par mois. Il n'en a pas fallu plus pour que tous ceux qui se sentaient lésés se mettent en grève, entraînant des travailleurs qui, sous la pression, s'étaient déjà engagés à accepter le changement d'horaire.

Dès 6 heures du matin, les grévistes ont fait la tournée des ateliers voisins, rejoints par quelques travailleurs solidaires de leur revendication. Dans le secteur des BTU, où le mécontentement est grand, la majorité des ouvriers ont suivi.

Le mouvement, qui a duré deux jours, a concerné une trentaine de grévistes des deux équipes d'Autoparts. Vendredi 23 mars, la direction a partiellement reculé en s'engageant à revoir certains coefficients très bas dans le secteur et à réviser le passage en normale de plusieurs ouvriers qui y avaient précédemment donné leur accord.

La crainte du chômage, certes, pèse sur le moral des travailleurs. Mais pas au point d'accepter qu'en plus les patrons diminuent les salaires.

Correspondant LO

## • Portugal

### Grève contre l'austérité

**Le 22 mars, le Portugal a été le théâtre d'une nouvelle grève générale. Comme les précédentes, elle a été très suivie dans le métro, les chemins de fer, les ports, la santé, la poste, les tribunaux et en général toute la fonction publique. Et si la participation était semble-t-il un peu moindre cette fois, c'est qu'elle était appelée par la seule CGTP, la confédération syndicale liée au Parti communiste.**

L'UGT pour sa part, liée au Parti socialiste et à la droite, a refusé de s'y associer. Elle accepte la réforme du code du travail proposée par le gouvernement de droite et discutée en ce moment au Parlement.

Cette réforme vise à donner plus de « souplesse » au code du travail, c'est-à-dire à rendre les travailleurs plus flexibles et les licenciements plus faciles,

en réduisant en particulier les indemnités de licenciement. Elle supprimerait pour les salariés du secteur public, très mal payés dans leur grande majorité, la prime de fin d'année et la prime de vacances, qui représentent deux mois de salaire. Elle enlèverait aussi chaque année à tous les travailleurs quatre jours fériés ainsi que la majoration de salaire pour

trois jours de fête. Toutes ces mesures favorables au patronat sont présentées comme nécessaires pour rembourser la dette publique et obéir à la Troïka (Union européenne, Banque centrale européenne et Fonds monétaire international) qui fournit au Portugal 78 milliards de prêts.

La CGTP dit très justement que baisser encore le « coût du travail » n'aidera en rien à surmonter la crise. En Europe, seules la Grèce et l'Irlande ont des salaires inférieurs aux salaires portugais, et on sait la profondeur de la crise dans ces pays. Quant aux suppressions de jours fériés et aux

augmentations de temps de travail (une demi-heure par jour dans le privé), elles représentent l'équivalent de 100 000 postes de travail, qui seraient menacés d'être supprimés si cette réforme entrait en vigueur. La confédération dénonce l'austérité, les bas salaires et les retraites misérables, qui réduisent la consommation populaire et finalement les ventes des entreprises elles-mêmes. Le travail précaire, qui frappe 21 % des salariés et 35 % des jeunes, et le chômage, qui atteint 14,5 % de la population active, agissent dans le même sens. Du coup, la récession menace de s'aggraver encore. Les banquiers et les autorités financières parlent déjà

d'un nouveau plan « d'aide » au Portugal, même si le gouvernement portugais jure ses grands dieux qu'il n'en est pas question.

Les travailleurs sont conscients d'être victimes de la crise. En répondant présent aux appels syndicaux, le 22 ou aussi le 31 mars, jour où une nouvelle grève est prévue, ils expriment leur mécontentement et leur refus de l'austérité. Le gouvernement et la Troïka n'ignorent pas ce mécontentement. Mais ils n'imaginent pas que la colère des travailleurs puisse aller plus loin. Ils risquent peut-être des surprises.

Vincent GELAS

## • Espagne

### En Andalousie et dans les Asturies Pari perdu pour Rajoy

**En Espagne, les élections du 25 mars n'ont pas donné au parti de droite, le Parti populaire (PP), le pouvoir sur les deux régions autonomes (l'Andalousie et les Asturies) dont le Parlement était renouvelé.**

Le Parti populaire espérait la majorité absolue des sièges au gouvernement de l'Andalousie, où les socialistes du PSOE l'avaient toujours emporté haut la main depuis trente ans. Il espérait prolonger sa victoire aux élections nationales et municipales de novembre dernier, qui avaient vu la déroute du Parti socialiste, le PSOE. Mais, après quatre mois de gouvernement, le PP a perdu son pari.

Même s'il est le parti qui a le plus grand nombre de voix,

le Parti populaire a perdu des voix par rapport à novembre dernier, et surtout il n'aura pas la majorité absolue des sièges comme il l'escomptait. C'est un recul d'autant plus remarquable que, ce même dimanche 25 mars, aux Asturies où l'on refaisait les élections afin de permettre à une majorité de se dégager, le PP a été cette fois devancé par le PSOE et par le parti régional de droite, son rival local.

Le PP subit, après quelques mois de gouvernement, les conséquences de sa politique contre les classes populaires, marquée par des coupes claires dans les budgets publics, les baisses de salaire et surtout la réforme du droit du travail, qui s'accompagne d'ores et déjà d'une aggravation du chômage et de la précarité.

Mais ce mécontentement n'a pas contribué à redonner au PSOE son électorat passé. Bien des électeurs sont déçus et amers à cause de la politique antiouvrière de Zapatero, et de plus écœurés par les affaires de corruption de notables socialistes, compromis pour certains dans les détournements d'argent public destiné aux travailleurs licenciés. Ceux-là se sont exprimés pour certains par l'abstention, et pour d'autres par un vote à gauche marquant une défiance vis-à-vis du PSOE. C'est en tout cas ce qu'exprime le résultat en hausse de Izquierda unida (la Gauche unie), qui rassemble des groupes issus du PC et des écologistes. Critiquant le PSOE sur sa gauche, Izquierda unida a gagné des voix et passe de six à douze députés en

Andalousie. Cela devrait permettre au PSOE de conserver la tête du gouvernement andalou, grâce à des accords encore mal précisés.

Mais ce n'est pas ce camouflet électoral qui arrêtera le gouvernement Rajoy. Les élections passées, il a déjà annoncé qu'il veut accélérer les mesures destinées à payer la dette des banquiers et à permettre aux capitalistes de sauver leurs profits malgré la crise. La récente réforme du droit du travail rend les licenciements plus faciles et moins coûteux pour le patronat, elle permet de revoir les salaires à la baisse, le tout dans un contexte où le chômage ne cesse d'augmenter. Alors que les coupes budgétaires paralysent des services publics, Rajoy vient d'annoncer qu'il allait continuer :

« Nous allons approuver des budgets très, très austères », a-t-il prévenu.

Les travailleurs aussi commencent à manifester leur volonté de ne pas payer la crise. Des manifestations répondent ici et là aux attaques contre la santé et l'éducation. Deux manifestations à l'échelle nationale contre la réforme du droit du travail ont déjà réuni des millions de jeunes et de travailleurs. Jeudi 29 mars, les syndicats appellent à une journée nationale de grève, la première sous Rajoy. Si cette journée est largement suivie, elle peut permettre aux travailleurs de mesurer la force qu'ils représentent et les encourager à organiser une suite pour imposer leurs exigences.

Hélène GRILLET

## • États-Unis

### Dix mille manifestants athées à Washington

Le samedi 24 mars, aux États-Unis, dix mille manifestants se réclamant de l'athéisme se sont rassemblés sous la pluie, dans le cadre du Rallye de la raison, dans la capitale, Washington.

Ils tenaient à affirmer que, dans un pays où le statut d'athée est toujours source de discrimination, où les présidents jurent sur la bible, où la devise « *In god we trust* » (Nous faisons confiance à dieu) est gravée sur les billets de banque et les pièces de monnaie, ils sont fiers d'être non-croyants, et de plus en plus nombreux à l'être.

À force d'entendre des illuminés comme un des candidats républicains, Rick Santorum, se proclamer « *appelé par dieu pour devenir président des États-Unis* », quelques années après avoir dû supporter un Bush qui, pour justifier la guerre en Afghanistan puis en Irak, se disait investi d'une mission divine, on comprend que des manifestants, sur leurs pancartes, proclament : « *Vous ne croyez pas en dieu ? Vous n'êtes pas seuls !* » et même regrettent qu'il y ait « *Tant de chrétiens, si peu de lions* ».

Viviane LAFONT



## • Italie

# Sous prétexte de relancer l'économie Les patrons veulent le droit de licencier

À en croire les patrons italiens, le plus urgent pour faire repartir l'économie serait de leur donner le droit de licencier sans entrave. C'est le sens de la « réforme du marché du travail » adoptée le 23 mars par le gouvernement Monti. La première victime en est « l'article 18 » du Statut des travailleurs, un article qui jusqu'à présent interdit les licenciements sans motif valable et prévoit que les tribunaux peuvent obliger l'employeur à réintégrer le travailleur qu'il aurait licencié abusivement.

L'article 18, adopté comme le reste du Statut des travailleurs en 1970 dans un contexte de forte mobilisation ouvrière, est depuis longtemps dans le collimateur du patronat. En 2002, une tentative de le supprimer avait entraîné une énorme manifestation à Rome à l'appel du principal syndicat, la CGIL, grâce à quoi il est resté en vigueur jusqu'à présent même si, en fait, le patronat a bien des moyens de tourner cette interdiction de licencier.

Grâce aux lois successives adoptées par les gouvernements de droite comme de gauche et généralisant la précarité, il existe désormais un volant de près de quatre millions de travailleurs précaires n'ayant aucune protection contre le licenciement. Quant aux travailleurs en contrat à durée indéterminée et bénéficiant de la protection de l'article 18, le patronat s'en débarrasse en se déclarant en crise et en recourant à la Cassa integrazione, autrement dit en les mettant au chômage payé par l'État. Les patrons n'en estiment pas moins que le système est encore trop compliqué et comporte trop d'obligations pour eux. Ainsi les travailleurs en Cassa integrazione restent théoriquement salariés de l'entreprise et doivent donc être repris en priorité si sa situation s'améliore.

Gouvernement et patronat voient maintenant dans la crise le prétexte attendu pour donner le coup de grâce à l'article 18, et aussi à une grande partie du Statut des travailleurs. Depuis des mois ils déclarent

que l'économie italienne manquerait de compétitivité à cause d'un « coût du travail » trop élevé et de contraintes excessives pesant sur les employeurs, telle cette interdiction de licencier. Ministres et patrons ne

à signer une réforme qui, tout en le vidant de son contenu, se serait présentée comme une simple actualisation de l'article 18, ce qui lui aurait permis de sauver la face. Mais finalement, estimant qu'une image de fer-



sont pas gênés par l'énormité du mensonge, dans un pays où la précarité s'est généralisée et où les salaires sont parmi les plus bas d'Europe. Mais ils sont secondés par les principaux partis politiques et par la presse, et trouvent même une oreille complaisante du côté des dirigeants syndicaux.

On assiste donc depuis plusieurs mois à une négociation sur la « réforme du marché du travail » qui est un véritable jeu de rôles auquel se prêtent les principaux syndicats. En échange d'une renonciation à l'article 18, le gouvernement fait semblant de proposer une amélioration de l'indemnisation du chômage et une meilleure réglementation de l'emploi précaire, ce qui est un marché de dupes. La CGIL aurait été prête

meté lui sera plus favorable pour les marchés financiers, Monti a préféré annoncer qu'il lancera sa réforme même sans l'accord des syndicats.

La CGIL proteste donc, parlant d'organiser une grève générale, à une date non précisée mais qui pourrait être... à la fin du mois de mai. Le moins qu'on puisse dire est donc qu'elle n'est pas pressée. Quant aux autres confédérations, CISL et UIL, elles ne parlent même pas de réagir, laissant Monti mener son offensive.

Reste à voir ce qu'en diront les travailleurs, qui voient leurs droits bradés les uns après les autres et qui, dans un certain nombre d'usines, ont manifesté leur opposition.

André FRY

## • Sénégal

La victoire électorale de Macky Sall

# Changement ou continuité ?

Au Sénégal, Macky Sall, seul candidat restant face à Abdoulaye Wade, président sortant, l'a emporté au deuxième tour de l'élection présidentielle du 25 mars. Les résultats officiels ne sont pas encore connus, mais Abdoulaye Wade a reconnu sa défaite. La presse parle d'un raz de marée en faveur de Macky Sall, et il n'en a pas fallu plus pour que les divers commentateurs se congratulent sur cette « victoire de la démocratie » au Sénégal.

Un article paru – avant le deuxième tour – dans le dernier numéro du *Pouvoir aux travailleurs*, édité par nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI), abordait bien différemment les enjeux de cette élection.

« Wade croyait qu'il allait remporter haut la main l'élection dès le premier tour. Il avait fait ses salamalecs auprès des grands marabouts, il leur a offert des cadeaux pour que ceux-ci demandent à leurs fidèles de voter pour lui. Il a aussi fait des cadeaux aux chefferies traditionnelles des villages pour avoir leur faveur, mais quand il a vu le résultat du premier tour, sa colère se lisait sur son visage. C'est pourtant lui-même qui affirmait fièrement devant des micros qu'il était « très très populaire » et que ses adversaires « ne font pas le poids » devant lui. (...) »

Un grand nombre de travailleurs sénégalais se sont réjouis du mauvais résultat de Wade au premier tour, y compris ceux qui avaient voté pour lui lors des deux précédentes élections. Ils ont été déçus par le fait que celui-ci s'est cramponné au pouvoir alors que lui-même avait promis de ne pas se présenter plus de deux fois et avait même fait modifier la Constitution dans ce sens.

Aujourd'hui, c'est Macky Sall qui récolte les fruits de la désillusion. (...) Mais c'est un politicien qui a été formé par Wade et qui se dit fier de l'avoir servi pendant une vingtaine d'années. De mai 2001 à avril 2004, il a occupé plusieurs postes ministériels (entre autres, les Mines, l'Énergie, puis l'Intérieur) avant d'être nommé Premier ministre (d'avril 2004 à juin 2007). Ce n'est qu'en novembre 2008 qu'il a quitté le PDS – le parti de l'ex-président – pour fonder sa propre organisation politique, Alliance pour la république. Il s'est séparé de Wade uniquement parce qu'il se voyait déjà comme son successeur, alors que Wade avait porté sa préférence sur son propre fils, Karim.

Lorsque Macky Sall était à

la tête du gouvernement, il ne s'était pas spécialement illustré dans des mesures prises en faveur des classes populaires. Les enseignants, les employés des hôpitaux publics ont dû faire des grèves pour exiger des augmentations de salaire. Ils n'ont obtenu que des promesses sans lendemain. La question de l'approvisionnement en eau potable ainsi que les coupures intolérables de l'électricité n'ont même pas trouvé un début de solution.

En ce moment même, les enseignants sont en grève pour exiger la revalorisation de leur indice de salaire face à la flambée des prix. Ils revendiquent aussi l'attribution des logements de fonction qui leur ont pourtant été promis par leur ministre. De nombreux salariés du secteur public comme du privé se retrouvent dans leurs revendications, car ils sont victimes eux aussi du blocage des salaires, alors que le coût de la vie ne cesse de grimper. À titre d'exemple, au mois de février dernier, le prix d'un sac de riz de 50 kilos est passé brusquement de 18 000 à 25 000 francs CFA. (1) De nombreux travailleurs touchent à peine 50 000 à 60 000 francs CFA par mois, et parfois beaucoup moins (le salaire minimum officiel est de 47 700 francs CFA). (...)

Ceux qui ont gouverné ce pays depuis l'indépendance n'ont toujours eu que du mépris envers les classes laborieuses, dont le niveau de vie n'a fait que se dégrader. Au sortir du deuxième tour, quel que soit le vainqueur, les travailleurs et les petites gens auront toujours un gouvernement contre lequel il faudra lutter pour arracher le droit d'avoir des conditions de vie décentes.»

(1) 1 000 francs CFA équivalent à environ 1,5 euro

## Au sommaire de Lutte de Classe n° 142 (mars 2012)

- L'importance du vote pour la candidate communiste Nathalie Arthaud
- Italie: du gouvernement d'un capitaliste à celui du grand capital
- La grande distribution... des profits pour les actionnaires
- La déréglementation financière: la cause de la crise... ou sa conséquence ?
- Des produits dérivés à la crise des dettes souveraines  
Quand le monde danse sur un volcan

Prix: 2 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,60 euro

## • Maroc

# Le suicide d'une jeune fille Une loi qui protège les violeurs

**Le 10 mars, une jeune fille marocaine de 16 ans est morte à Larache, non loin de Tanger, au Maroc. Amina al Filali s'est suicidée, en avalant de la mort-aux-rats, parce qu'elle avait été mariée de force à l'homme qui l'avait violée.**

L'horreur de la situation de la jeune Amina éclate parce qu'elle s'est donné la mort. Mais combien d'autres femmes et jeunes filles la vivent, au Maroc? Il n'existe bien sûr pas de statistique pour le dire. La loi,

en l'occurrence l'article 475 du code pénal, a permis au violeur d'Amina d'échapper à des années de prison pour le « délit » de viol sur mineure, en échange de son mariage avec sa victime.

Tout ce que la société marocaine a de plus moyenâgeux est tombé d'accord, il y a quelques mois, pour condamner... la petite Amina à une deuxième et tragique agression : elle a été forcée d'épouser son violeur. Sa propre famille a retiré sa plainte, préférant ce mariage forcé au déshonneur qu'auraient représenté à ses yeux,

comme sans doute à ceux de l'entourage, la virginité perdue d'Amina et sa réputation salie. Puis le mariage a été prononcé par le tribunal de la famille de Larache, suite à une réconciliation arrangée des deux familles.

Le code de la famille, réformé en 2004, a certes permis quelques avancées du statut de la femme, auparavant totalement considérée comme une mineure passant de l'autorité du père à celle du mari ; mais, par exemple, le droit à la polygamie n'en est pas totalement exclu, et surtout,

de nombreuses dérogations peuvent être obtenues, en particulier pour le mariage de mineures en principe interdit. C'est ainsi qu'en milieu rural une augmentation de 50 % des mariages de mineures a pu être observée entre 2006 et 2007. Sur ces mariages, combien d'« arrangements » familiaux ?

Le « double viol » d'Amina, suivi de son suicide, a provoqué des rassemblements indignés : 300 personnes devant le tribunal de Larache. Puis

des féministes ont organisé un sit-in devant le parlement marocain à Rabat, pour exiger l'abrogation de l'article 475.

La loi marocaine aide à se perpétuer des conceptions sociales et religieuses qui réduisent les femmes au statut de marchandise, dépréciée lorsqu'elle a perdu son hymen. Et elle s'appuie sur la misère qui, dans les régions pauvres et sans travail, pousse à marier les filles à l'âge où elles devraient fréquenter l'école.

Viviane LAFONT

## • Palestine

# Israël refuse toute enquête sur la colonisation

Le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a succédé en 2006 à la Commission des droits de l'homme. Il lui arrive de prendre des initiatives bienvenues comme cette proposition d'enquête sur les conséquences de la colonisation israélienne dans les territoires palestiniens occupés. Cette enquête, si elle avait lieu, ne mènerait pas nécessairement bien loin ; mais il n'empêche que ce projet a été jugé insupportable par le gouvernement israélien qui estime que

l'organisme onusien est « hypocrite » et « manque d'objectivité » et Israël a donc décidé de rompre avec lui.

Ainsi Israël a pu annexer Jérusalem-Est, ainsi que le plateau du Golan appartenant à la Syrie et occuper Gaza et la Cisjordanie au mépris du droit des peuples. À part Gaza qui est maintenant soumis à un blocus, la colonisation israélienne se poursuit dans tous ces territoires, contre la volonté des populations et aussi contre les décisions de l'ONU.

Lorsque Saddam Hussein avait envahi le Koweït, les grandes puissances, États-Unis en tête, avaient proclamé qu'un pays n'avait pas le droit d'annexer un autre et lui avaient fait la guerre. Mais lorsqu'Israël fait exactement la même chose, annexant et occupant des territoires étrangers depuis plus de quarante ans, les grandes puissances, toujours États-Unis en tête, laissent faire.

Alors qu'il est question d'une simple enquête, les dirigeants israéliens peuvent



Le visage de la colonisation et de l'armée israéliennes.

se permettre de refuser et de rompre avec ce Conseil de l'ONU qui n'a même pas de pouvoir réel. Autant dire qu'ils considèrent qu'ils

peuvent piétiner impunément les droits de tout un peuple, avec la complicité des grandes puissances.

André VICTOR

## • Syrie

# Un an de lutte contre la dictature

**La révolte du peuple syrien contre le régime dictatorial de Bachar el-Assad, commencée en mars 2011, dure maintenant depuis plus d'un an. Face aux manifestations incessantes, le régime a opté pour la manière forte, faisant donner la police et l'armée contre des manifestants désarmés, et les chars contre les combattants dotés d'armes légères de l'Armée syrienne libre (ASL). La répression, en un an, a tué environ 9 000 personnes dont une majorité de civils. Des milliers d'opposants ont été arrêtés et souvent torturés de façon ignoble. 16 000 Syriens ont fui vers la Turquie ou la Jordanie.**

Les grandes puissances, qui s'accommodent depuis toujours du régime de fer du clan Assad au pouvoir depuis 1970, condamnent maintenant cette répression après avoir attendu des mois pour le faire. Depuis, elles dénoncent le veto mis par

la Chine et la Russie, grand fournisseur d'armes du régime syrien, à toute intervention du type de celle perpétrée en Libye. En fait, ce qui les préoccupe n'est pas le sort de la population privée des libertés et des droits les plus élémentaires

depuis des dizaines d'années, mais de préserver leurs intérêts si la dictature finissait par tomber. Il leur faudrait alors au moins pouvoir dire qu'ils avaient pris des distances avec ce régime.

Cette attitude des grandes puissances se combine avec celle des puissances régionales comme l'Arabie saoudite et le Qatar, autres régimes de dictature qui se montrent subitement préoccupés de défendre les droits du peuple syrien, laissant même entendre qu'ils pourraient faire parvenir des armes aux insurgés. En l'occurrence, ils sont intéressés à l'éventuel remplacement

d'Assad par un pouvoir qui soit moins ami de l'Iran et qui leur soit plus proche. Mais en quoi un tel pouvoir répondrait-il aux aspirations de la population ?

Des dizaines d'années de dictature ont alimenté la soif de liberté qui s'exprime aujourd'hui en Syrie. Ces dernières années, le secteur d'État a été démantelé au profit d'une bourgeoisie dont le luxe affiché est provocant pour une population dont au moins le tiers vit sous le seuil de pauvreté. Deux millions de personnes ne peuvent subvenir à leur alimentation, un million d'ouvriers agricoles n'ont aucun

droit et la grève est interdite depuis 1985.

Pour répondre à leurs aspirations, les travailleurs et les masses pauvres ne peuvent compter que sur eux-mêmes. Même si le régime finit par tomber, l'exemple de la Tunisie et de l'Égypte montre que les revendications essentielles de la population ne sont pas satisfaites pour autant. Ce ne sont ni les grandes puissances, ni les dirigeants arabes, ni même bon nombre des dirigeants de l'opposition qui se sont affichés comme candidats à la succession d'Assad qui chercheront à les satisfaire.

Jacques FONTENOY

# Capitalisme affameur au Niger

**Plus de six millions de personnes ont besoin d'une assistance immédiate au Niger pour échapper à la famine, selon un communiqué de l'ONU et de l'organisation non gouvernementale Oxfam.**

Les familles sont en effet obligées de réduire le nombre de repas journaliers, d'émigrer vers des zones urbaines ou des pays voisins. Le déficit

en céréales représente 14 % de la consommation des 15 millions d'habitants, un déficit attribué par le gouvernement nigérien à la sécheresse et aux

dévastations causées par les criquets et les chenilles.

Dans tout le Sahel on redoute une nouvelle famine en raison des faibles pluies et de la cherté des vivres.

Mais la catastrophe annoncée n'est pas seulement naturelle. Le Niger fait les

frais de la culture du coton imposée, aux dépens des cultures vivrières, par la colonisation française. Il fait les frais de l'exploitation de ses mines d'uranium par le trust français Areva qui a détruit l'environnement. Comme bien d'autres pays d'Afrique,

il paye la spéculation sur les céréales qui enrichit les marchés financiers.

Plus que des nuées de criquets, c'est du système capitaliste que souffrent et même meurent les peuples d'Afrique.

Sylvie MARÉCHAL